



PRÉSIDENTIELLE 2021

Les candidats se jettent dans la bataille

Quatre candidats sur les sept déclarés ont entamé la campagne électorale dès son ouverture officielle, le 5 mars. Denis Sassou N'Guesso a débuté à Pointe-Noire où il a présenté son nouveau projet de société en neuf points et pris un certain nombre d'engagements, dont celui d'accorder plus d'attention à la formation et

à l'emploi des jeunes.

De son côté, le directeur adjoint de l'équipe de campagne de Guy Brice Parfait Kolelas a dévoilé l'ambition de son candidat de placer son action dans la dynamique du changement du Congo qui, selon lui, a beaucoup régressé. Pendant ce temps, Anguio

Nganguia Engambé veut faire de l'amélioration des conditions de vie des Congolais, l'une de ses priorités. Dave Uphrem Mafoula se propose à travers son projet de société dénommé : « contrat présidentiel » de redonner l'équilibre économique et social au Congo

Pages 2-3 et 16

AFRIQUE CENTRALE

Le Congo préside le conseil d'administration de la BDEAC



Le ministre des Finances lors de l'audience avec le président de la BDEAC

Le Congo va présider, cette année, le Conseil d'administration et l'Assemblée générale de la Banque de développement des Etats d'Afrique centrale (BDEAC). En attendant sa prise de fonction, le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, s'est entretenu le 5 mars avec le président de cette institution financière sous régionale, Fortunato-Ofa Mbo Nchama, en vue de s'enquérir des dossiers en cours et ceux devant être débattus lors des prochaines réunions. « Nous sommes en train de clôturer les audits, je suis venu présenter la situation actuelle et discuter sur la programmation de la réunion des organes qui se tiendra dans les prochains jours », a indiqué le président de la BDEAC.

Page 7

IRAK

Le pape et l'ayatollah chiite Sistani s'engagent pour la paix

Le pape François avait dit venir en Irak en «pèlerin de paix». En retour, le grand ayatollah chiite Ali Sistani lui a fait part de son engagement pour la paix et la sécurité des chrétiens d'Irak.

Après sa rencontre au sommet dans la ville sainte chiite de Najaf, le pape a entamé le point d'orgue spirituel de son voyage, le pèlerinage dans la ville natale d'Abraham dans le sud de l'Irak, pour prier en faveur de la liberté et l'unité afin de mettre fin aux guerres et au terrorisme.

Page 15



La visite du pape en Irak/ AFP

COVID-19

Un protocole sanitaire à observer en période électorale



Contrôle sanitaire lié à la covid-19 à Brazzaville

prévention de la pandémie du coronavirus, de protection et de promotion de la santé, les responsables politiques et les populations qui participeront aux opérations électorales sont tenus d'observer les mesures sanitaires édictées par le gouvernement », a précisé le ministre en charge de la Santé et de la Population, Jacqueline Lydia Mikolo.

Page 16

Compte tenu des mesures préventives fixées par la Coordination nationale de gestion de la pandémie de Covid-19, le ministère en charge de la Santé a défini un protocole sanitaire à respecter par les candidats à l'élection présidentielle durant la campagne jusqu'à la fin du processus électoral.

« En conformité avec les principes généraux de

Éditorial

Sprint final

Page 2

ÉDITORIAL

Sprint final

Meetings par-ci, carnivals par-là, libations et autres gestes philanthropiques comme ces moments ont habitué les Congolais depuis bientôt trois décennies, la nation congolaise tout entière vibre au rythme de la campagne électorale qui précède le scrutin présidentiel du 21 mars. Avant cette date consacrée au vote de la population civile, militaires, gendarmes et policiers auront quant à eux, comme le dispose la loi électorale, exercé leur droit civique quatre jours auparavant, le 17 mars. Qu'on ne s'y méprenne, ce sont des citoyens à part entière qui voteront en leur âme et conscience.

Pendant deux semaines, les sept candidats en lice sillonneront le territoire national pour échanger, expliquer, convaincre du bienfondé de l'engagement qu'ils ont pris de solliciter les suffrages des Congolais. Au-delà des rassemblements populaires au cours desquels, souvent, les aléas de la technique et le tohu-bohu inhérent à ces mobilisations constituent un casse-tête pour la diffusion des messages, le passage de chacun des concurrents devant les médias audiovisuels publics sera une autre phase cruciale de cette campagne électorale.

Ceux qui les suivront en ces occasions particulières analyseront chacun de leurs propos, pèseront et soupèseront chacune de leurs intonations ; ils verront s'ils sont capables de promesses nobles pour la cause nationale, s'ils ne les dresseront pas les uns contre les autres ; si au lieu de dévoiler leurs projets de société, ils passeront le temps d'antenne qui leur est imparti à ramer à contre-courant du vivre-ensemble que demandent les filles et fils du pays, à ne pas fixer l'opinion de leurs potentiels électeurs sur ce qu'ils comptent faire s'ils sont élus. Les gens les prendront au mot.

Contrairement à la présidentielle de 2016, caractérisée par une forte tension entre les candidats, les retrouvailles de cette année paraissent se tenir dans un contexte apaisé. Les Congolais espèrent enfin qu'au terme du processus et quel que soit l'élu, leurs regards seront tournés vers 2022, année de renouvellement des mandats des députés à l'Assemblée nationale. Dans le cadre de la vie démocratique ce rendez-vous-là est aussi important que celui qui le précède car, il décide du rapport de forces au sein de l'hémicycle.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le changement au coeur de la stratégie de l'UDH-Yuki

Dans une interview accordée à la presse le 5 mars à Brazzaville, le directeur adjoint de campagne de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), Justin Nzouloufoua, a indiqué que cette formation politique place la campagne présidentielle sous le signe du changement.

« La campagne électorale pour nous est un signe du changement. Il faut qu'il y ait un changement parce que les choses ont trop stagné et même régressé. On a l'impression qu'on a avancé alors qu'au fond, on a reculé. La situation économique est chaotique plus que chaotique puisque depuis 46 ans, nous sommes dans un même système qui malheureusement n'a rien apporté. Il est vrai qu'il y a eu des avancées on le reconnaît mais on pouvait faire mieux... », a-t-il déclaré.

Justin Nzouloufoua a insisté sur le changement du système de gouvernance. A cet effet, a-t-il renchéri, l'Union des démocrates humanistes -Yuki n'amène pas son candidat pour accompagner un autre mais plutôt pour amener l'espoir aux Congolais.

Abordant la question des ralliements dont le dernier est celui de d'Estaing Gavet du Mouvement républicain, (MR) du Niari après le Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD) de Jean-



Justin Nzouloufoua

Jacques Serge Yhombi-Opango, le chargé de la communication et des médias de l'UDH-Yuki a indiqué que le soutien sera total. « Le parti s'attend à d'autres

soutiens parce que la situation économique désastreuse que connaît le pays concerne tous les Congolais sauf ceux qui ne veulent pas voir la réalité en face », a-t-il souligné.

Le candidat Guy Brice Parfait Kolélas une fois élu, d'après Justin Nzouloufoua, aura besoin de tout le monde dans un gouvernement d'union nationale. Il fera usage de la décentralisation qui permettra de résoudre les problèmes de gouvernance du pays.

Jean Jacques Koubemba

« Le parti s'attend à d'autres soutiens parce que la situation économique désastreuse que connaît le pays concerne tous les Congolais sauf ceux qui ne veulent pas voir la réalité en face »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Méline Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le social, l'une des priorités du candidat Anguios-Nganguia Engambé

Le candidat du Parti pour l'action et la république Mâ (PAR), Anguios-Nganguia Engambé, a dévoilé son projet de société, le 5 mars à Brazzaville, à l'ouverture de la campagne, lors d'un échange avec les journalistes.



Anguios-Nganguia Engambé

Dénoté « Aujourd'hui prépare demain », le projet de société du candidat Anguios-Nganguia Engambé est la version réactualisée de celui qu'il a présenté en 2016. De grandes réformes sont prévues dans ce projet. Elles s'appuient, entre autres, sur le social des Congolais ; la consolidation de la démocratie ; le renforcement de l'Etat de droit ; la bonne gouvernance et la paix. Une fois aux affaires, a indiqué le candidat du PAR, il prendra à bras-le-corps les secteurs de la santé et de l'éducation. « Si je suis élu président de la République du Congo, je construirai des hôpitaux dans tous les chefs-lieux des départements, afin d'offrir aux Congolais des soins de santé de qualité. J'améliorerai aussi des conditions d'apprentissage au sein des établissements scolaires », a-t-il souligné dans un document de 94 pages.

S'agissant de la sécurité alimentaire, Anguios-Nganguia Engambé mettra tout en œuvre pour développer l'agriculture, question de réduire les prix des denrées alimentaires sur le marché, en vue de permettre à chaque Congolais de manger à sa faim.

« Une fois élu président de la République, je veillerai sur le prix des denrées alimentaires, j'améliorerai celui du pain et de bien d'autres produits de première nécessité. En plus, je serai plus proche des Congolais », a martelé le candidat.

Rappelons qu'Anguios-Nganguia Engambé est candidat à l'élection présidentielle pour la troisième fois, après une première en 2009, puis en 2016. Dans le cadre de la campagne électorale, il mettra le cap sur l'hinterland sous peu.

Firmin Oyé

Dave Uphrem Mafoula place sa campagne sous le signe de l'amour

Le candidat âgé de trente-neuf ans à l'élection présidentielle scrutin du 21 mars prochain, Dave Uphrem Mafoula, a placé sa campagne sous le signe de l'amour. Il l'a exprimé à l'issue du dépôt de gerbes de fleurs sur la tombe du premier cardinal congolais Emile Biayenda et du premier président du Congo Abbé Fulbert Youlou.

Dave Uphrem Mafoula est allé d'abord présenter ses civilités à l'archevêque de Brazzaville Mgr Anatole Milandou. « Je suis allé voir l'archevêque Anatole Milandou, pour le saluer, l'écouter et lui dire ce que je pense. Parce que je sais que la place qu'occupe l'église dans un pays comme le nôtre est très importante. Nous sommes dans un pays où les jeunes ne travaillent pas, où la pauvreté est à 53%. Imaginez-vous un seul instant le Congo sans l'église, où un jeune sort de chez lui, va chercher un travail et

ne trouve pas ; il veut manger mais il n'a pas d'argent. Il faut qu'il y ait l'église pour calmer tout ce monde à travers la parole. D'où, je ne compte pas demain diriger ce pays sans compter sur l'église, car elle est un partenaire de la société », a-t-il déclaré.

Après ces civilités, il a procédé respectivement aux dépôts des gerbes de fleurs sur la tombe du cardinal Emile Biayenda, au cimetière des victimes du drame du 4 mars, à la stèle du président Marien Ngouabi, puis enfin sur la tombe du premier président congolais, l'abbé Fulbert Youlou, à Madibou, huitième arrondissement de Brazzaville. « Le mois de mars est douloureux et pénible pour beaucoup des Congolais, en partant du président Marien Ngouabi, en passant par le cardinal Emile Biayenda jusqu'aux victimes du 4 mars.



Dave Uphrem Mafoula déposant la gerbe de fleurs la stèle du président Marien Ngouabi (crédit photo/Adiac)

Le cardinal Emile Biayenda a donné pour ce pays, le président Marien Ngouabi a donné pour ce pays, les victimes du 4 mars ont donné pour ce pays, donc pour nous il était nécessaire que cette journée soit consacrée. Je n'ai pas voulu que ce jour passe sans pour autant que je pose un acte de reconnaissance envers les victimes du 4 mars ; un acte aussi qui va rappeler que ceux qui sont partis ne sont pas forcément partis », a rappelé le candidat Dave Uphrem Mafoula.

Comme sur les traces des anciens, Dave Uphrem Mafoula a précisé que le fait de déposer une gerbe de fleurs sur les tombes de ces illustres disparus est une manière pour lui de les honorer.

« Dans la course qui est la nôtre, je ne peux pas avancer si je ne regarde pas ceux qui ont commencé avant moi. Le geste que je viens de faire pour le président l'abbé Fulbert Youlou, je l'ai fait pour tous les présidents qui ont dirigé notre pays et qui sont tous partis. Je crois que l'abbé Fulbert Youlou est un messager. Le Congo a commencé avec l'amour et nous devons reconstruire l'amour de ce pays. Mon combat est un combat d'amour, ce n'est pas un combat contre les autres. »

Dans son projet de société Dave Uphrem

Mafoula a pensé à la construction d'un musée de l'histoire du Congo, musée que l'on va appeler « Musée de Mfoa » où l'hommage sera rendu à toutes les grandes figures qui ont marqué l'histoire du Congo dans divers domaines. S'agissant de la situation du drame du 4 mars, Dave Uphrem Mafoula a dit que s'il est élu président, il va la revoir. Car il pense que l'indemnisation n'a pas été faite à la hauteur de l'Etat congolais. « J'ai vu une fille qui a perdu ses parents et qui a aujourd'hui 9 ans et vit en étant traumatisée. Ce n'est pas l'argent qui peut résoudre sa situation. Cela est autant pour de grandes personnes. D'où il faut appeler toutes les victimes pour voir cas par cas et quelles sont les solutions devant venir de l'Etat congolais. »

Bruno Okokana

LE FAIT DU JOUR

Affaire des jeunes aussi

La mobilisation électorale actuelle ne concerne pas que les candidats et leurs états-majors politiques.

Elle concerne au plus haut point aussi les jeunes qui constituent la couche la plus nombreuse de la population congolaise. Celle qui se met souvent aux avant-postes lors de tous les rassemblements où leur énergie est sollicitée.

En quête de débouchés, les jeunes ont souvent estimé que leurs doléances ne sont

pas suffisamment prises en compte par les pouvoirs publics si bien qu'ils leur arrive de se mettre en opposition sans réellement se convaincre de ce qu'ils sont les seuls à avoir raison.

A l'occasion des meetings politiques qui se tiennent à travers le pays dans le cadre du scrutin prochain on les voit prendre d'assaut les lieux de retrouvailles. Ils peuvent aussi marcher sur des kilomètres pour apporter de la

chaleur et aider les candidats à croire en leurs projets.

En même temps et presque tout le temps ils sont souvent impatients. Ils ne prêtent pas beaucoup d'attention aux discours qu'enchaînent ceux auprès de qui ils espèrent des résolutions à leurs revendications.

Or s'ils pensent qu'ils sont des laissés-pour-compte, ils devraient se donner le temps de questionner l'histoire du pays. Les jeunes sont utilisés

dans différentes sphères de la société.

Si on leur demande de se former et toujours se former c'est pour qu'ils se préparent à prendre la relève. On l'a toujours dit et répété, la jeunesse c'est l'avenir mais une jeunesse consciente du rôle qui l'attend.

Oui, une jeunesse formée finira par prendre la place qui lui revient.

Gankama N'Siah

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le département des Plateaux appelle à une campagne électorale apaisée

La coordination des cadres du département des Plateaux a, dans une déclaration rendue publique le 4 mars à Brazzaville, condamné les propos « discourtois voire outrageux » tenus par le candidat de l'Union patriotique pour le renouveau national (UPRN), Mathias Dzon, à leur endroit.

Les cadres des Plateaux ont, au cours d'un point de presse animé le 4 mars dernier rappelé que c'était au terme d'une bonne organisation qu'ils ont remis, le 12 février dernier, à Djambala, une contribution populaire de soutien à leur candidat à l'élection présidentielle du 21 mars 2021, Denis Sassou N'Guesso.

« Au nom des populations des Plateaux, la coordination des cadres de ce département affirme que cet apport est le résultat d'une initiative populaire, qui reflète le grand enthousiasme suscité par cette candidature, auprès des populations des onze districts du département des Plateaux », ont-ils déclaré.

Selon cette coordination, à travers ce geste, la population des Plateaux a exprimé sa fidélité ainsi que son engagement total à voter massivement pour la victoire du candidat de la majorité



Alain Akouala Atipault entouré des élus des Plateaux/Adiac

présidentielle le 21 mars 2021. « Nous comprenons aisément que le candidat de l'UPRN ait pu percevoir cet acte, hautement louable des populations du département des Plateaux, comme un camouflet, voire un désaveu vis-à-vis de sa personne. Cela ne justifie aucunement la violence de ses propos, qui n'augurent pas une campagne apaisée, dans le strict

respect des frères et sœurs », a poursuivi le membre du secrétariat de la coordination, Alain Akouala Atipault, rappelant que dans la vie démocratique du pays l'élection présidentielle est un scrutin majeur. Regrettant « l'excès de langage » du président de l'UPRN, les cadres des Plateaux l'ont exhorté au sens de la mesure, à plus de bienveillance et au

respect des choix des « contributeurs volontaires et majoritaires ayant réalisé cet impressionnant effort collectif ». Ils ont, par ailleurs, remis en cause les autres allégations qu'ils jugent « totalement infondées, voire fallacieuses, et surprenantes » du candidat Mathias Dzon.

« La population du département des Plateaux a pris l'engagement de créer les condi-

tions pour que, contrairement aux sombres prédictions du président de l'UPRN, la campagne électorale se déroule, tout comme sur toute l'étendue du territoire national, dans le calme, la paix et la sérénité », a conclu le membre du secrétariat de la coordination des cadres du département des Plateaux. Rappelons que cette déclaration fait suite à la conférence de presse animée le 27 février dernier par le candidat Mathias Dzon qui indiquait, entre autres, que les 100 millions FCFA remis au président sortant à Djambala n'émanaient pas d'une volonté populaire. « Qu'on ne s'y méprenne pas. Les gesticulations du pouvoir dans les départements des Plateaux et de Pointe-Noire ne trempent personne. Les populations de ces deux départements sont très majoritairement hostiles au pouvoir actuel. Elles le rejettent... », affirmait le candidat de l'UPRN.

Parfait Wilfried Douniama

Le député de Ngo édifie l'opinion sur la gouvernance électorale

Le député de la circonscription électorale de Ngo, dans le département des Plateaux, Digne Elvis Tsalissan Okombi, a animé le 3 mars à Brazzaville une conférence-débat sur le thème: « La gouvernance électorale et la traçabilité des résultats en République du Congo ».

L'orateur a édifié l'auditoire sur la problématique de la gouvernance électorale et la traçabilité des résultats des scrutins dans notre pays. Il a défini ce qu'on appelle la gouvernance électorale qui n'est autre que l'ensemble du processus conduisant à l'organisation d'une élection fiable. La traçabilité des résultats, quant à elle, peut se définir, selon lui, comme étant l'ensemble des mécanismes permettant de garantir et protéger le vote des citoyens par l'Etat.

En outre, l'orateur a expliqué que le problème qui se pose est celui de savoir si le cadre légal en République du Congo permet non seulement de garantir une transparence du processus électoral; mais également de protéger le vote du citoyen. Digne Elvis Tsalissan Okombi est revenu sur le fondement juridique des élections au Congo et a fait une démonstration sur l'évolution des scrutins en démontrant par ailleurs comment le Congo a évolué afin d'atteindre le niveau actuel d'organisation des scrutins.

En effet, il a montré le rôle joué par les partis politiques toutes obédiences confondues et la société civile de 2001 jusqu'à aujourd'hui. « Au Congo, comme dans de nombreux pays africains, le cadre juridique des élections se repose sur plusieurs instruments juridiques », a-t-il déclaré.

A la question de savoir si le Congo dispose d'un cadre juridique adéquat dans le domaine des élections politiques, il a répondu par l'affirmative: « Le Congo a plusieurs instruments juridiques pertinents parmi lesquels la Constitution et la loi électorale maintes fois modifiée pour l'adapter aux nouvelles exigences ». Le député de Ngo a expliqué à l'auditoire le processus des opérations électorales, le rôle des commissions locales d'organisations des élections et leur lien avec la Commission nationale électorale indépendante.

De même, il a insisté sur le rôle autrefois joué par les préfets, sous-préfets et maires avant que ces derniers ne soient retirés du processus électoral sur recommandation des différents dialogues politiques organisés au Congo.

Jean Jacques Koubemba

Les jeunes leaders mettent en place un observatoire pour la paix

Les organisations des jeunes leaders des universités et de la société civile viennent de mettre en place un Observatoire congolais pour la paix en période électorale (OCOPEL).



Les participants/Organisations des jeunes leaders

Institué comme ambassade de paix, dans chaque département, arrondissement, district et quartier, l'OCOPEL est dirigé par un bureau exécutif national de quatorze membres, placé sous Frédéric Menga, en sa qualité d'ambassadeur général.

Les jeunes leaders du Congo ont également souhaité que l'élection présidentielle du 21 mars 2021 se passe dans la quiétude. Ils ont appelé les différents acteurs concernés par le processus électoral à faire preuve de patriotisme, d'impartialité et de responsabilité.

Aux différents candidats, ces derniers ont recommandé de respecter la loi électorale; d'accepter les résultats des urnes ou de les contester sans violence conformément aux lois et règlements de la République.

Les sept candidats devraient éviter l'incitation à la violence, à la haine et au tribalisme; car ils sont tenus de mener une campagne responsable et de préserver la paix, la sécurité et l'unité nationale.

Par ailleurs, il a été recommandé aux jeunes de respecter les biens publics et privés; de conserver les acquis de développement; de cultiver la paix, l'amour, le vivre ensemble, l'esprit de tolérance, de l'acceptation de l'autre; d'éviter de se faire manipuler par les politiques; de lutter contre le tribalisme et le repli identitaire.

La Commission nationale électorale indépendante (CNEI) devrait, selon les jeunes leaders, veiller à la régularité de l'élection présidentielle; travailler pour une élection

pacifique, libre et transparente. A la Cour constitutionnelle, ces jeunes ont demandé de promouvoir la justice constitutionnelle en tant que juge du contentieux électoral et de publier les résultats dans les délais raisonnables.

Notons que les jeunes leaders du Congo sont issus des organisations non gouvernementales, des associations socioculturelles et sportives, des confessions religieuses, des coopératives agricoles, des associations et syndicats d'élèves, étudiants, prestataires, bénévoles et enseignants. Ils ont rendu public leur message à l'occasion de la Journée nationale de la jeunesse célébrée en différé le 2 mars dernier à Brazzaville.

P.W.D.

PRÉSIDENTIELLE 2021

La dynamique Vumbuka soutient Denis Sassou N'Guesso

La décision de la dynamique citoyenne Vumbuka de soutenir le candidat de la majorité présidentielle à l'élection présidentielle du 21 mars 2021, Denis Sassou N'Guesso, a été officialisée le 4 mars à l'issue de la clôture de campagne d'adhésion et de la concertation politique, organisée sous la direction de Donald Fabrice Fylla.

Implantée dans le deuxième arrondissement de Brazzaville, Bacongo, la dynamique Vumbuka a porté son dévoué sur le candidat de la majorité présidentielle. La population a pris ses engagements à travers des motions de soutien des jeunes, des femmes et des doyens de Bacongo.

En effet, les habitants du 2e arrondissement justifient leur soutien par les efforts consentis par le président de la République dans le développement socio-économique, de la place accordée à la jeunesse et à la femme. Selon eux, Denis Sassou N'Guesso jouit d'une forte expérience à la tête du pays et d'un leadership sur les plans national et international.

Prenant la parole, l'ancien maire adjoint de Brazzaville, Cyriaque Malonga, a indiqué que « le soutien que les jeunes, les femmes et les doyens de Bacongo ont exprimé est un soutien raisonné. Car, aujourd'hui on ne



Donald Fylla Saint-Eudes présidant la cérémonie./DR

peut pas imaginer le développement de ce pays en effaçant ce que Denis Sassou N'Guesso a fait. Ce n'est pas possible. Vous ne pouvez pas imaginer le développement d'un pays sans les routes. C'est impossible », a-t-il laissé entendre,

rappelant à la population de Bacongo que la notion de paix est indispensable dans la vie d'un Etat.

Le coordonnateur de la dynamique Vumbuka, Jover Kiabiya, a, de son côté, rappelé l'engagement politique du chef de l'Etat

à répondre aux préoccupations essentielles de la jeunesse congolaise et de la gouvernance intergénérationnelle. Le président de cette dynamique citoyenne, Donald Fabrice Fylla, a interpellé les militants sur la responsabilité de chacun au-de-

là de l'enthousiasme et des déclarations.

« Je dois aussi dire à chacun d'entre nous, à chacun d'entre vous qu'il est essentiel de garder à l'esprit l'idée que la victoire s'obtiendra dans les urnes par un travail de terrain, par la mobilisation et l'implication de tous et de chacun », a déclaré le président de Vumbuka.

D'après lui, la campagne d'adhésion et la concertation politique de la Dynamique Vumbuka resteront visiblement gravées dans les annales de l'histoire de Bacongo. « Nous devons organiser le déploiement par quartiers, par ruelles, par blocs pour mobiliser les électeurs. Il n'y a donc aucune raison pour que nous ne gagnions pas à Bacongo, lieu de résidence du président Denis Sassou N'Guesso », a conclu Donald Fylla Saint-Eudes.

Parfait Wilfried Douniama

Une campagne porte-à-porte s'ouvre pour Denis Sassou N'Guesso à Talangai

La députée de Talangai 5, Claudia Iki Sassou N'Guesso, en sa qualité de directrice de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans sa circonscription électorale, a ouvert le 5 mars la campagne par des descentes de «porte-à-porte».



Claudia Iki Sassou N'Guesso lançant la campagne-Photo Adiac

Contrairement à la campagne de 2016, qui selon elle, n'avait pas donné les résultats escomptés dans sa circonscription, la directrice locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso au quartier Maman Mboulé a opté, cette fois, pour une campagne de proximité.

A cet effet, des équipes mises en place pour la circonstance vont passer de parcelles en parcelles pour tenter de convaincre le maximum d'électeurs afin qu'ils votent le 21 mars le candidat de la majori-

té présidentielle. En sillonnant les quartiers, ces équipes ont aussi la mission d'expliquer aux potentiels électeurs le projet de société du candidat Denis Sassou N'Guesso dénommé: «Ensemble, poursuivons la marche vers le développement», dans lequel il expose sa vision du Congo.

« D'habitude, nous faisons de grands meetings et dans les urnes nous ne trouvons pas les résultats escomptés. Cette fois-ci, nous ferons le porte-à-porte pour veiller à ce que chacun des électeurs

comprenne le projet de société de notre candidat », a souligné Claudia Iki Sassou N'Guesso.

L'objectif visé par la directrice de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Talangai 5 est de susciter un vote massif au profit de son candidat en vue de sa réélection dès le premier tour du scrutin. Pour ce faire, Claudia Iki Sassou N'Guesso a appelé les électeurs à se faire établir les cartes nationales d'identité en vue de participer au scrutin.

Firmin Oyé

Tanguy Koubaka appelle à voter pour Mathias Dzon

Le directeur départemental de campagne du candidat Mathias Dzon à l'élection présidentielle du 21 mars prochain, dans le Pool-sud, Tanguy Koubaka, a invité le 5 mars à Brazzaville les militants de son parti, le Rassemblement du peuple pour le progrès (RPP) à voter pour le président de l'Union patriotique pour le renouveau national (UPRN).



Tanguy Koubaka posant avec les participants Adiac

Membre du Collectif des partis de l'opposition congolaise, Tanguy Koubaka est directeur de campagne de Mathias Dzon dans le Pool-sud composé des localités telles Kinkala, Boko, Ngoma Tsé-Tsé, Loumou, Bandza-Ndouna, Kindamba, Mindouli, Mayama, Louingui, Vinza et Kimba. Il a justifié le choix porté sur le candidat Mathias Dzon. « Pour ces échéances, notre choix a été porté sur le candidat Mathias Dzon. Nous devons lui porter notre soutien et nous mettre à sa disposition puisque nous pensons qu'il est le candidat idéal par rapport à notre vision et au contexte actuel. Pour le 21 mars, nous devons voter pour lui », a exhorté Tanguy Koubaka, insistant sur la nécessité d'accompagner le président de l'UPRN à l'élection présidentielle du 21 mars 2021. Selon lui, le prochain scrutin présidentiel est une occasion pour se démarquer et s'affirmer sur la scène politique nationale car il s'agit de l'unique voie pour s'exprimer en démocratie. « Nous avons le devoir et le droit de manifester nos intentions par les urnes. En démocratie, c'est le moyen le plus crédible, le plus noble pour défendre nos intérêts, de s'exprimer. C'est par le vote que l'on peut émettre des idées, choisir celui que nous voulons pour le prochain mandat. Toutes nos sections seront mises à la disposition des équipes de campagne de la localité », a conclu le président du RPP.

P.W.D.

Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux
Commission Générale de passation des marchés n°02

Appel d'offres international ouvert n°14/BEAC/DGE-DSI/AOIO/Bien/2021 pour l'acquisition, l'installation, la mise en service et la maintenance d'un nouveau réseau de télécommunication par VSAT

Dans le cadre de sa politique de modernisation, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage d'acquiescer, sur ressources propres, un nouveau réseau de télécommunication par VSAT. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

Le processus se déroulera conformément aux dispositions du Règlement n°01-CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les entreprises peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés. Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté gratuitement, acheté et retiré à l'adresse indiquée ci-dessous. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception du Bureau de Paris, sur rendez-vous en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du COVID-19.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
Direction Générale de l'Exploitation - CGAM, 14^{ème} étage, porte 1412
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun
Tél : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412 ou 5403
Fax : (+237) 222 23 33 29
Email : cgam.serv@beac.int

La participation au présent appel d'offres est conditionnée par le paiement de la somme non remboursable de **cent cinquante mille (150 000) francs CFA** ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible.

Les visites des sites sont obligatoires. Chaque prestataire devra communiquer à la BEAC son calendrier de visites des sites pour une meilleure organisation.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie de soumission sous forme de garantie bancaire autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le présent dossier d'appel d'offres et d'un montant forfaitaire **d'un million (1 000 000) FCFA**, devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le **mercredi 14 avril 2021 à 12 heures précises**. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX
BUREAU D'ORDRE 15^{ème} étage, porte 15,01
736 Avenue Monseigneur Vogt - BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en **deux phases**. Les plis administratifs et techniques seront ouverts, le **mercredi 14 avril 2021 à 13 heures** et les plis financiers le **mercredi 28 avril 2021 à 11 heures**, aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les séances d'ouverture ne seront pas publiques en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé, le
Le Président de la Commission,

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO



PROGRAMME DE LA SEMAINE DU JEUDI 04 AU SAMEDI 13 MARS

JEUDI 04 MARS
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

SAMEDI 06 MARS
14H00 LANCEMENT DE LA CAMPAGNE #TOSALA : DIFFUSION DE LA VIDÉO ET DU DOCUMENTAIRE #TOSALA SUR TOUTES LES TÉLÉVISIONS ET RADIOS NATIONALES.

LUNDI 08 MARS
15H00 CAMPAGNE #TOSALA : TABLE RONDE RADIOPHONIQUE SUR LE HARCELEMENT EN MILIEU SCOLAIRE ET SES CONSÉQUENCES.

17H00 EXPOSITIONS #TOSALA : VERNISSAGE DE 04 EXPOSITIONS PROPOSÉES PAR DIFFÉRENTS ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CONGOLAISE.

MERCREDI 10 MARS
15H00 RENCONTRE LITTÉRAIRE : «L'ÉMERAUDE D'OUTRE-MER» DE PRESTIGE ITSOUKOU

JEUDI 11 MARS
18H00 BISO NA BISO À LA CAFÈT'

SAMEDI 13 MARS
10H00 FORMATION DANSE : «ÉCRIRE ET DÉFENDRE SON PROJET ARTISTIQUE DEVANT LES PARTENAIRES»

ENTRÉE LIBRE, PLACES LIMITÉES

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La République du Congo annonce une émission obligataire de 100 milliards de francs CFA

Brazzaville, le 4 mars 2021 - La République du Congo s'apprête à lancer une émission obligataire par appel public à l'épargne. Cet emprunt de 100 milliards FCFA, dénommé « EOCG 6,25% NET 2021-2026 », est assorti d'un taux d'intérêt net de 6,25%, pour une maturité de 5 ans.

L'opération s'effectuera sur le marché financier régional de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). La période de souscription est prévue du 12 au 20 mars 2021.

La République du Congo dédiera le produit de cette émission au financement de projets inscrits dans la loi de finances 2021 qui ont vocation à contribuer au développement économique et social du pays, ainsi qu'à l'apurement partiel de la dette intérieure afin de favoriser la stabilité financière et la croissance hors pétrole. Les projets inscrits dans la loi de finances 2021 qui bénéficieront de cet emprunt obligataire s'inscrivent notamment dans les domaines des infrastructures routières, sanitaires, scolaires et énergétiques ainsi que de l'économie forestière.

Malgré les réformes structurelles engagées ces dernières années, l'économie congolaise a été, comme la plupart des économies à travers le monde, touchée par la pandémie de Covid-19. La dégradation de l'environnement international et la contraction de l'activité économique nationale suite à la baisse de la



L'émission obligataire lancée par l'État congolais permettra de favoriser la croissance hors pétrole tout en œuvrant à la diversification économique du pays. © Alamy

production et des revenus pétroliers ont impacté négativement la situation macroéconomique du pays.

Cependant, les perspectives économiques du Congo sur les cinq années à venir sont en constante amélioration. La relance de la demande mondiale des matières premières devrait soutenir et redresser l'activité économique. Le PIB réel va renouer avec la croissance en 2021, alors que sont attendues des améliorations au

niveau des comptes extérieurs et du solde budgétaire.

En outre, l'opération engagée d'apurement de la dette intérieure

devrait permettre de relancer la demande globale et d'améliorer la gestion des finances publiques. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel devrait se situer à 4,4% en 2022. L'émission obligataire lancée par l'État congolais permettra de favoriser la croissance hors pétrole tout en œuvrant à la diversification

économique du pays, dans un contexte de réflexion globale relative au développement des pays du continent

en période post Covid-19.

« Nous sommes dans une période particulière, à la fois complexe pour les économies et les sociétés du continent, mais très intéressante puisqu'elle nous donne l'opportunité de repenser nos manières d'agir pour le développement de nos pays. Le tournant majeur que nous vivons ne doit pas être ignoré. Sur la base du dernier Plan national de développement (2018-2022), les financements dont bénéficiera l'État congolais lui permettront, en adéquation avec une conjoncture économique s'annonçant meilleure, de mobiliser ses forces pour améliorer la gouvernance, renforcer le capital humain et diversifier l'économie du pays. » - Calixte Nganongo, Ministre des Finances et du Budget de la République du Congo.

Le ministère des Finances et du Budget congolais est accompagné par AXE Capital Corporation pour la partie conseil ; l'arrangeur et chef de file de l'opération obligataire est la société ESS Bourse, basée à Douala, au Cameroun. La valeur nominale des titres sera de 10

000 FCFA avec une période de différé du capital de deux ans. Un mécanisme de sûreté est mis en place à travers l'ouverture d'un compte séquestre à la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) afin de sécuriser les remboursements.

BDEAC

Le Congo préside le conseil d'administration pendant une année

Le ministre des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, conduira durant l'année en cours les réunions du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la Banque développement des Etats de l'Afrique (BDEAC).

Pour être au parfum des dossiers en cours et ceux qui seront au menu des prochaines réunions, le ministre des Finances et du Budget s'est entretenu, le 5 mars à Brazzaville, avec le président de cette institution financière sous-régionale, Fortunato-Ofa Mbo Nchama.

« À la faveur des réformes qui ont été opérées à la BDEAC en 2019, la présidence de l'Assemblée générale et du Conseil d'administration est désormais tournante. Cette année, c'est le Congo qui va présider pendant une année les réunions de ces deux organes », a indiqué le président de la BDEAC.

« Vu que nous sommes en train de clôturer les audits, je suis venu rendre compte et présenter la situation actuelle, surtout discuter sur la programmation de la réunion des organes qui se



tiendront dans les prochains jours », a-t-il poursuivi.

Les dossiers prioritaires qui se-

ront à la table des prochaines assises de la BDEAC porteront sur le financement des projets

de développement du secteur privé ainsi que des projets intégrateurs. Les comptes de

l'exercice 2020 seront également analysés et approuvés à cette occasion.

Outre l'audience avec le président de la BDEAC, Calixte Nganongo avait également échangé avec la représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) au Congo, Micaelo Marques de Sousa. Le bien-être des enfants de la République du Congo en dépit de la pandémie de Covid-19 et de la crise économique était le principal sujet évoqué.

« Je félicite le gouvernement pour les efforts fournis, qui prouvent non seulement une volonté politique mais aussi la détermination de voir chaque enfant s'épanouir dans un environnement où la santé et l'éducation sont au cœur du développement du pays », a souligné la représentante de l'Unicef.

Lopelle Mboussa Gassia

ASSURANCES

De bonnes perspectives pour le marché congolais

Impacté par la crise sanitaire de Covid-19, le secteur des assurances au Congo se remet progressivement grâce aux réformes engagées par les autorités qui promettent de nouvelles mesures pour assainir le marché national.



Ludovic Ngatsé en visioconférence/Adiac

Lors du récent Conseil des ministres de la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (Cima), le ministre délégué en charge du Budget, Ludovic Ngatsé, a salué le 2 mars la dynamique du secteur des assurances en République du Congo. « La crise sanitaire que tout le monde connaît bien a eu des répercussions sur le secteur des assurances. Mais nos sociétés d'assurances se portent relativement bien. Le marché est plutôt assaini », a estimé Ludovic Ngatsé.

Il s'est surtout appuyé sur l'état de santé actuel de la société publique, Assurances et réassurances du Congo (ARC), sauvée d'une longue crise financière et sociale qui a duré plusieurs années. Le ministre de tutelle a fait savoir que des efforts sont en cours pour que l'Etat congolais recapitalise complètement cette société et continue de mettre les moyens nécessaires à la consolidation des acquis ainsi que des activités de l'entreprise publique des assurances.

Il faut signaler que le Congo assure actuellement la présidence de la Cima. Au cours de la première session annuelle du Conseil des ministres, qui s'est tenue par visioconférence, les participants ont évoqué le fonctionnement de l'institution panafricaine, l'état des lieux du marché africain, les réformes en cours, y compris le changement intervenu à la tête du secrétariat général de l'organisation avec l'élection du Camerounais Blaise Abel Ezo'o Engolo.

La Cima est créée en 1962, à Paris, lors de la Conférence internationale des contrôles d'assurances (Cica), regroupant la France et les quatorze pays africains. Le 10 juillet 1992, la Cica devient Cima, à travers la signature du Traité de Yaoundé, qui institue une organisation intégrée de l'industrie des assurances dont l'organe communautaire est la Cima.

Fiacre Kombo

REBOISEMENT

Plus de 3000 espèces d'arbres plantées sur le site de l'érosion de Ngamakosso

L'opération de planting de plus de 3000 espèces d'arbres, initiée par la députée de la 5e circonscription électorale de Talangaï, Claudia Ikia Sassou N'Gusso, s'est effectuée le 4 mars, avec l'appui du ministère de l'Economie forestière.



Des arbres plantés sur le site de l'érosion de Ngamakosso/Photo Adiac

Le planting d'arbres s'est déroulé sous la supervision de la ministre en charge de l'Economie forestière, Rosalie Matondo. Au total 3100 plants d'acacias ont été repiqués tout autour du site de l'érosion, couvrant une superficie d'un hectare et demi. Ces arbres seront renforcés par des bambous de chine et du vétiver. L'objectif étant de stabiliser le sol à cet endroit afin de prévenir contre de nouveaux éboulements de sol et de sauvegarder le viaduc situé en aval, qui commençait à être englouti par le sable.

« Cette campagne de planting

d'arbres se fait sur instruction du chef de l'Etat et vise à prévenir contre l'avancée des érosions dans la ville de Brazzaville. Nous l'avions commencé à Nkombo et nous préconisons de couvrir toutes les zones érosives déjà identifiées. La même opération se poursuivra au marché maman Mboulé menacé aussi par l'érosion », a indiqué Rosalie Matondo.

Rappelons que la deuxième sortie nord de Brazzaville avait été coupée à la circulation en 2015 par une érosion hydrique. Après d'intenses travaux de traitement

réalisés par une société chinoise depuis 2016, la voie a été rouverte au public le 2 juin 2020.

Les travaux concernaient, entre autres, la construction du collecteur provisoire, la réalisation des murs de soutènement sur une distance de 110 mètres; ainsi que la reconstruction des talus en béton armé. Le coût global des travaux était évalué à plus de dix milliards dix millions de francs CFA, précisait le ministre de l'Aménagement et des Grands travaux, Jean Jacques Bouya, à l'ouverture provisoire de la route.

Firmin Oyé

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU NUMÉRO DE

jeuneafrique

N° 3098 - MARS 2021



GRAND FORMAT

Congo, un scrutin... et après ?

ÉCONOMIE

À l'heure de la *green economy*

LE MATCH :

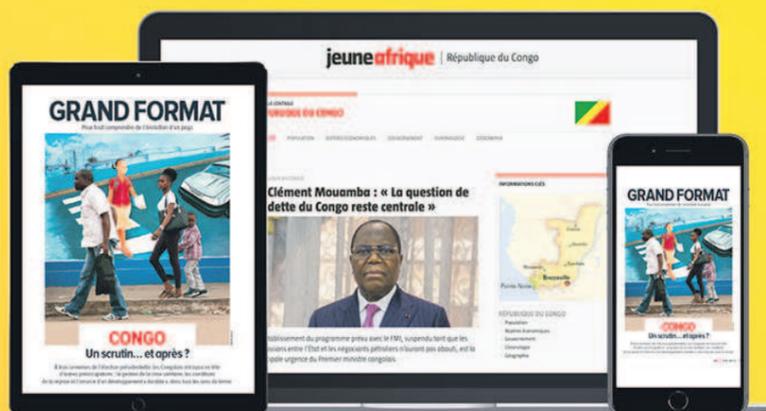
Kaïs Saïed vs Hichem Mechichi



DISPONIBLE DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX !

Retrouvez également
toute l'actualité africaine
sur le site et les applications
de Jeune Afrique

www.jeuneafrique.com



JEUNE AFRIQUE
MEDIA GROUP

LEADERSHIP FÉMININ

Pour un futur égalitaire au Congo dans le monde de la COVID-19!

«Journée internationale des droits des femmes»

La thématique de cette journée du 8 mars 2021 sonne le glas d'une époque lointaine, pour laisser place à l'avènement d'une nouvelle ère dont la vision et les ambitions se dessinent et s'anticipent au gré de la Covid-19. Ce nouveau monde, si incertain, entrouvre une nouvelle porte où la contribution des Femmes est plus que jamais attendue dans tous les secteurs qui participent à l'essor des nations. L'invitation de cette pandémie dans notre monde, de manière si brutale, nous amène à réfléchir à de nouveaux paradigmes économiques et sociaux, tant sa prépondérance dans notre espace-temps, mais également dans la sphère publique et privée amène l'humanité à réécrire son présent pour mieux appréhender un futur que nous savons aujourd'hui plus que jamais incertain.

Si nous devons faire un voyage dans le temps, alors repartons en mars 2020, une date qui, comme pour toutes les années précédentes, marquait l'arrivée du printemps, avant qu'elle ne devienne indélébile en accueillant la pandémie que nous connaissons. A l'aube de cette date, les droits des femmes et leur autonomisation constituaient des préoccupations au centre des débats mondiaux, dans un monde pourtant bien plus réel, convivial et ne connaissant aucune notion de distanciation sociale ou encore de mesures barrières, qui sont devenues aujourd'hui un rempart sanitaire. En effet, si l'égalité entre les hommes et les femmes dans un monde idéal avait été érigée au rang de pilier de développement par toutes les organisations humanistes et humanitaires, la crise sanitaire de la Covid-19 aura par sa virulence et sa vélocité, démontré à tous que cette égalité aurait dû être depuis toujours, une partie intégrante de notre réalité... car s'il y a une chose qui est certaine... c'est que face à la Covid-19, nous sommes tous bel et bien égaux ! A ce jour, cette infection se propage sans distinction de sexe, de race, de confession religieuse ou encore de condition sociale, autant de critères qui permettraient d'apprécier, distinguer ou jouer de clivages dans une ère pré-Covid 19 qui a définitivement tu son nom ! Comme le dit notre adage en Afrique... «cette maladie ne trie pas!»

La Covid-19 nous a en effet rappelé à nos dépend, que dans notre condition humaine, femmes et hommes nous sommes tous égaux. Et c'est bien dans cette douloureuse réalité, teintée par une pandémie inédite qui étend son emprise où bon lui semble, au gré de ses mutations, que nous devons donner naissance à une nouvelle ambition, qui sera définie par les paroles et les actions des femmes et des hommes, qui sont tout autant appelés à bâtir un monde harmonieux et éclairé,



sous le signe de l'égalité, enrichi par l'échec des expériences passées de l'inégalité, dans un monde... qui a depuis bien évolué ! Si ce bouleversement est sans nom pour notre époque, il doit aussi marquer un tournant dans l'histoire de l'humanité, pour le meilleur... et nous avons la responsabilité d'écrire une page d'histoire, avec une vision unique, pour le bien-être nos enfants et les générations à venir... il en va de notre responsabilité ! Pour se faire, le leadership éclairé des femmes et des hommes doit être mis à contribution, afin d'enclencher, d'entretenir et même d'incarner ces changements dont le monde a tant besoin pour éradiquer cette pandémie et panser les profondes entailles que celle-ci aura laissées en chacun de nous et dans notre manière de vivre. C'est aussi là que le leadership féminin a un rôle central à jouer !

Quelle que soit sa forme, qu'il soit participatif, conciliant, directif ou inclusif, la femme apporte une contribution sans aucune mesure dans la construction d'un leadership pour un monde égalitaire que nous laisserons en héritage aux générations futures. Prenons cette crise que nous traversons ensemble, comme une leçon, une expérience, qui nous appelle à nous réinventer immédiatement et à marcher peut-être pour la première fois ensemble, au même rythme, pour ouvrir un chemin commun, dans

lequel chacun et chacune y trouvera sa part d'égalité ! Les femmes sont aujourd'hui, je le sais, prêtes à déployer leur talent pour contribuer à la construction d'un futur respectueux et garant des équilibres sociaux. Chaque femme est dotée de cette agilité, ce flegme ou encore cette persévérance, autant de valeurs nécessaires pour insuffler un renouveau du leadership, capable de se réinventer et de s'adapter à l'évolution de notre monde... une habileté dont les femmes ont su faire montre de tout temps à travers le monde !

A ce sujet d'ailleurs, une étude récente de Supriya G., et Uma K., (2020) intitulée : « Leading the Fight Against the Pandemic: Does Gender Really Matter ? » a porté sur la performance de 194 pays au regard des mécanismes de lutte contre la Covid-19. Celle-ci révèle que « les pays dirigés par des femmes ont généralement mieux réussi à contrôler la pandémie que ceux dirigés par des hommes », rappelant par ailleurs que « l'élection de celles-ci à titre de première dirigeante est le reflet d'une société où la contribution des deux sexes s'exprime dans plusieurs lieux de pouvoir et d'influence ».

Le monde de la Covid-19 est donc celui qui ne pourra se faire sans les femmes pour que leurs valeurs, leurs expériences et leurs compétences contribuent à l'engagement de nos sociétés dans la voie d'une égalité au service du développement.

En République du Congo, le leadership féminin peine encore à décoller malgré l'existence d'un corpus juridique et réglementaire garantissant les mêmes droits aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Ainsi, dans les lieux de pouvoir et d'influence du pays, les femmes restent-elles largement sous représentées (au Sénat, à l'Assemblée Nationale ou encore dans l'administration) et quasi absentes des positions de dirigeantes et de leadership. Il n'est donc pas sans souligner que

cette journée du 8 Mars 2021 est célébrée, au moment même où la campagne présidentielle bat son plein, un événement majeur qui ne compte pourtant, aucune femme congolaise parmi les prétendants à la magistrature suprême ! C'est dire que le leadership, ne doit pas rester au rang de « revendications de droits ou de partages égalitaires de postes » mais doit s'inscrire dans l'expression d'une démarche personnelle nourrie par des compétences clés, de la clairvoyance, adossées à un soupçon d'audace et de conviction. C'est là que s'évanouit le leadership de nombreuses femmes congolaises, sous la pesanteur des stéréotypes liés au genre. Au Congo, tout comme dans certaines parties du monde, le leadership semble n'avoir de sens et d'importance que lorsqu'il est exercé par les hommes, une vision minimaliste qui se réduit à un système patriarcal révolu et qui a montré ses limites ! Ce leadership dont nous parlons, si important soit-il, ne pourra pourtant pas à lui seul répondre à l'ensemble des défis qui jalonnent le chemin que nous devons construire. Un leadership féminin est indispensable ! Dans le Congo de la Covid-19, ce leadership sera en mesure de jouer un rôle central dans l'avènement d'un futur égalitaire, qu'au travers d'un encadrement approprié et dédié aux femmes, afin qu'elles puissent prendre la place qui leur revient dans les lieux de pouvoir et d'influence de la nation. C'est en étant nombreuses, unies et solidaires en rejoignant ces lieux, qu'elles seront capables de briser les carcans sociaux, mentaux, de bousculer les attitudes et les mentalités pour laisser place à l'évidence de l'égalité femmes hommes pour l'ensemble des générations à venir.

Bonne fête de la femme.

Danièle SASSOU NGUESSO,
Présidente de la Fondation Sounga



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC), procède, ce lundi 8 mars 2021, à la remise officielle de deux centres de santé intégrés (CSI) à Brazzaville.

Dans le premier centre, celui de NKOMBO MATARI, situé dans le 9ème arrondissement de Brazzaville, Djiri, la SNPC a réhabilité le premier module qui abritait l'administration et le service de soins.

Aujourd'hui, ce module est exclusivement réservé au service de soins. Il dispose de toutes les unités fonctionnelles avec un nouveau bloc opératoire et des salles d'hospitalisation de courte durée.

Le second module, quant à lui, est constitué de trois bâtiments entièrement construits par la SNPC. Le premier bâtiment abritera l'administration et la pharmacie du CSI et les deux autres seront destinés au logement de l'équipe médicale.

D'autres ouvrages et du matériel d'appui sont également mis à la disposition du CSI. Il s'agit de :

- Un forage et une réserve d'eau de plus de 9 m3, avec surpresseur ;
- Une guérite de 12 m² ;
- Une paillote de 33,96 m² ;
- Une voirie et des Réseaux divers aménagés en toute conformité.

La deuxième structure sanitaire Marien NGOUABI, est située dans le 6ème arrondissement de Brazzaville, Talangaï. Elle est constituée du CSI et

de l'hôpital pédiatrique.

- L'hôpital pédiatrique d'une surface au sol de 438,19 m2, est composé de 18 pièces et deux terrasses ;
- Le CSI comprend un bâtiment principal d'une surface de 356,26 m2, avec 18 pièces et une terrasse ouverte.

La SNPC y a également construit une nouvelle maternité de 14 pièces et d'une terrasse. Parmi ces pièces, il y a :

- Une salle d'accouchement de 4 lits ;
- 3 salles de suite de couche ;
- Une salle de stérilisation ;
- Une buanderie.

Des bâtiments annexes ont été construits, pour divers usages.

Les CSI de NKOMBO MATARI et Marien NGOUABI de Talangaï sont entièrement rééquipés et dotés chacun de :

- Un incinérateur ;
- Un groupe électrogène ;
- Une ambulance ;
- Deux véhicules utilitaires.

La SNPC entend poursuivre ces actions, avec la construction prochaine de trois CSI, dont deux à Pointe-Noire et un à Etoumbi, dans le département de la Cuvette Ouest.

« L'énergie au service de l'éducation »

MFAC
MOUVEMENT DES FEMMES
ACTIVES DU CONGO

**“ Rejoignez-nous
au quotidien sur les
Réseaux Sociaux pour
être au cœur de
l'évènement ”**

Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram icons and **MFAC242**

REMERCIEMENTS



Antoine Mampassi, Serge Léopold Mougali Riper, colonel d'aviation à la retraite, Evelyne Mousounda et famille remercient le vénérable Boniface Boukaka, l'honorable Opimbat, le Cemair, le chef de corps du GPC, amis et connaissances pour leur assistance multiforme lors du décès de leur nièce et fille Thérésia Mougali, décédée le 16 février et inhumée le 3 mars 2021 au cimetière Bouka-Kintélé. Qu'ils trouvent ici l'expression de notre profonde gratitude.

ADJONCTION DE NOM

Les enfants LEMAIRE souhaitent adjoindre le patronyme Bouara
 Pour être appelés désormais Lemaire Bouara.
 Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE
 Quotidiens
 Hebdomadaires
 Mensuels
 Numéros spéciaux...

OFFSET
 Chemises à rabat
 Magazines
 Livres
 Dépliants
 Documents administratifs
 Calendriers
 Flyers
 Affiches
 Divers

+242 06 951 0773
 +242 05 629 1317
 info@adpac-congo.com

CNSS

Résolution des arriérés de pensions de 1997 à 2004

Le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), Evariste Ondongo a annoncé le 5 mars l'apurement des arriérés de pension des retraités pour la période allant de 1997 à 2004. Evariste Ondongo l'a fait savoir à l'issue d'une réunion avec les syndicats patronaux et les responsables des associations des retraités à Brazzaville.

L'objectif a été d'informer les partenaires sur l'évolution du traitement des dossiers sur le paiement des pensions des retraités, les différentes étapes de traitement ayant abouti à ce résultat.

Parmi les points abordés à cette occasion figurent les pistes envisagées avec les partenaires sur les problèmes de sécurité sociale : la retraite, la rente et la pension.

Evariste Ondongo a rappelé que la dette de l'Etat vis-à-vis de la CNSS s'élevait à 200 milliards francs CFA jusqu'au 31 décembre 2016, ajoutant que le retard de paiement de cette dette avait occasionné le retard de paiement des pensionnés.

Les directions générales de la sécurité sociale, explique-t-il, sous le contrôle du conseil d'administration avaient engagé des démarches auprès du gouvernement pour le traitement de cette dette. « Le gouvernement avait retenu l'option de la titularisation de la dette. Il s'agit de vendre cette dette aux investisseurs d'après la convention signée entre l'Etat, la CNSS et les investisseurs. Aujourd'hui, les titres ont été émis par le Trésor public et il y a des banques



Les partenaires sociaux de la CNSS en conclave (Adiac)

qui ont souscrit à l'opération et nous ont permis d'avoir les premières retombées de la titularisation », a-t-il déclaré.

Le directeur général a précisé que ces Fonds seront utilisés essentiel-

lement au paiement des retraités selon les orientations données à la direction de la sécurité sociale. La CNSS procédera à la régularisation de la situation au paiement du troisième trimestre 2020 pour les

retraités des Mutuelles congolaises d'épargne et de crédit ainsi qu'au quatrième trimestre pour l'ensemble des retraités, a-t-il ajouté. Pour le premier trimestre 2021, assure Evariste Ondongo, la CNSS

« La CNSS doit amorcer l'apurement des arriérés pour la période allant de 1997 à 2004. Pour l'instant nous n'avons pas voulu aller très vite parce qu'il y a encore d'autres retraités à prendre en charge. Lorsque les cinq mille retraités seront pris en charge la masse de transaction sera de plus de 16 milliards francs CFA, soit une prise en charge totale de 20 milliards de trimestre »,

n'attend que l'échéance pour payer afin que les prestations sociales soient payées d'une manière régulière.

Il a, par ailleurs, abordé le volet des cinq mille retraités dont les dossiers n'ont pas été validés et qui sont en attente depuis 2016. D'après lui, leurs dossiers ont été prises en compte pour un montant global de trois milliards francs CFA. « La CNSS doit amorcer l'apurement des arriérés pour la période allant de 1997 à 2004. Pour l'instant nous n'avons pas voulu aller très vite parce qu'il y a encore d'autres retraités à prendre en charge. Lorsque les cinq mille retraités seront pris en charge la masse de transaction sera de plus de 16 milliards francs CFA, soit une prise en charge totale de 20 milliards de trimestre », a déclaré Evariste Ondongo.

Au terme de la cérémonie, les retraités ont témoigné leur satisfaction de voir leur situation prise en compte par les autorités. Ils ont émis le souhait d'une bonne gestion des Fonds par les services habilités.

Lydie Gisèle Oko

SOLIDARITÉ

Le personnel de l'ambassade des Etats-Unis au Congo accompagne les filles vulnérables

Une délégation des agents de l'ambassade des Etats-Unis en République du Congo a offert, le 5 mars à Brazzaville, des vivres et non vivres à la plateforme Actions de solidarité internationale (Asi), une structure de prise en charge des jeunes filles vulnérables.



La remise du don Adiac

Les agents de l'ambassade des Etats-Unis ont manifesté leur élan de solidarité à l'endroit des pensionnaires de la structure ASI. A en croire Kasia Helbin Travis, épouse du chargé d'affaires près cette ambassade, ce geste s'inscrit dans la coopération qui lie les deux structures, depuis plusieurs années. Elle a, par la même occasion, loué le dynamisme de l'ASI en faveur des jeunes.

Pour sa part, Christopher Schrim, conseiller politique, estime que « ce geste est une manière d'exprimer notre soutien aux

peuples vulnérables et d'accompagner les jeunes congolais particulièrement les filles, puisque nous sommes en mars, mois de la femme », a-t-il déclaré.

Le don est essentiellement composé des produits alimentaires de première nécessité et les produits hygiéniques pour femme. Il s'agit, en effet, des: sacs de riz; des bidons d'huile végétale; des détergents; couches hygiéniques; pâtes d'identifices; boîtes de conserve; vêtements; livres...

Ces produits ont été reçus, au nom des principales béné-

ciaires, par Abdoulaye Ndiaye, directeur pays d'Asi. Il a profité de l'occasion pour manifester sa gratitude avant de signifier que les filles qui sont prises en charge par l'organisation dont il a la charge viennent de la rue, des bars et des maisons closes. L'ASI a accueilli près de deux mille filles lors des trois dernières années. Elle initie ainsi des formations gratuites dans le domaine de la couture, la coiffure, la pâtisserie et bien d'autres secteurs, au profit de ces filles.

Quelques filles présentes à la cérémonie de remise de don n'ont pas caché leur satisfaction. « Je suis très contente de recevoir de la part de la délégation de l'ambassade américaine ces produits. Cela nous donnera la force de continuer à apprendre et de quitter définitivement la rue et j'invite les autres structures de nous venir en aide », s'est réjouie Dieu Merci Matsimba, une des bénéficiaires.

Notons que pour faciliter l'apprentissage, ces filles seront logées dans les prochains jours dans les locaux de l'ASI.

Rude Ngoma

SANTÉ PUBLIQUE

Lancement des travaux de réhabilitation du laboratoire national

La ministre chargée de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, a procédé le 4 mars à Brazzaville au lancement des travaux de réhabilitation du Laboratoire national de santé publique.



Les travaux du chantier

D'une durée de 36 mois, les travaux sont estimés à 450 millions de francs CFA. Ils seront réalisés par la société congolaise Erico. Il y aura le bâtiment administratif, le laboratoire de contrôle de qualité des médicaments, des eaux et des aliments, ainsi que d'autres commodités. La ministre en charge de la Santé a estimé qu'il était important que le laboratoire national puisse retrouver sa place et rayonner. Elle a en outre souligné la place que doit occuper le laboratoire national dans le système de santé au Congo. « Nous ne pouvons pas prétendre avoir un système de santé performant, résilient, si nous n'avons pas un laboratoire qui porte ce système de santé », a déclaré Jacqueline Lydia Mikolo.

Le directeur général du Laboratoire national de santé publique, le Pr Rock Fabien Niama, a présenté le projet en ces termes : « Il s'agit d'un espace qui lie la modernité, le progrès avec les normes les plus exigeantes de biologie médicale. Nous serons HQE demain, c'est-à-dire, haute qualité environnementale. Nous serons également ISO 15189. Ce sont donc les normes internationalement reconnues en matière de qualité de laboratoire biologique médicale ».

Guillaume Ondze

COVID-19

Deux jours pour trouver les moyens de produire plus de vaccins contre le virus

Comment produire rapidement plus de vaccins pour pallier la pénurie qui freine la lutte contre une pandémie toujours virulente ? Les principaux acteurs se retrouvent virtuellement pendant deux jours pour tenter de trouver des réponses concrètes.

Lundi et mardi, se retrouveront autour de la table virtuelle les partenaires du système Covax (l'OMS, l'Alliance pour les vaccins Gavi et le Cepi, sa branche recherche), la Fédération internationale de l'industrie pharmaceutique (IFPMA), des fabricants originaires de pays en développement, des experts et des gouvernements.

Cette réunion veut mettre en lumière les lacunes dans les chaînes d'approvisionnement de réactifs, de matières premières, de produits nécessaires pour faire des vaccins explique la docteure Swaminathan responsable scientifique de l'OMS. De fait, la pandémie de Covid-19 a suscité une demande sans précédent. L'industrie pharmaceutique pense produire 10 milliards de doses cette année. Mais pour les fabriquer, il faut les ingrédients en quantités sans précédent, du verre pour les flacons, du plastique, des bouchons.

Sous la pression des Etats et des opinions publiques, les grands groupes pharmaceutiques, concurrents en temps normal, ont multiplié ces dernières semaines des accords pour fabriquer plus. Le Français Sanofi - qui a pris du retard dans le développement de son propre vaccin anti-Covid - aidera Pfizer-BioNTech mais aussi Johnson & Johnson à fournir plus de doses. Merck produira des vaccins JnJ. Le suisse Novartis vient au secours de Pfizer et de l'allemand Curevac tout comme le fait Bayer.

Il faudrait maintenant multiplier ces accords à travers le monde. « Il nous faut aussi explorer les capacités de remplissage et de finition en Asie, en Afrique, en Amérique latine et utiliser ces usines pour accroître l'offre », insiste la responsable.

Des fabricants de médicaments génériques ont aussi la capacité

et les bonnes pratiques pour apporter leur aide dans ce processus ce qui suppose d'aborder les problèmes de propriété intellectuelle et de licences, qui permettent aux géants pharmaceutiques qui ont beaucoup investi - parfois avec l'aide significative des Etats - de gagner de l'argent.

Une proposition de l'Inde et de l'Afrique du sud sur la levée temporaire des brevets soumise à l'Organisation mondiale du commerce semble dans l'impasse, même si la pression d'ONG et de l'OMS monte. Ces efforts pour doper la production de vaccins doit notamment permettre d'immuniser dans les pays les plus défavorisés, ceux qui n'ont pas l'argent pour s'approvisionner directement à la source. Si les campagnes de vaccination ont commencé fin décembre dans nombre de pays riches, les premières doses distribuées par le système Covax - mis en place pour tenter de juguler le nationalisme vaccinal - n'ont pu être administrées que cette semaine.

Environ vingt millions de doses ont ainsi pu être envoyées dans vingt pays. La semaine prochaine, 31 pays vont s'ajouter à la liste avec 14,4 millions de doses.

« C'est un progrès encourageant, mais le volume de doses distribuées à travers Covax reste relativement faible », a noté le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Il a aussi souligné que les volumes de livraison prévus par Covax d'ici fin mai ne représentent que 2% à 3% des populations des pays récipiendaires, « alors que d'autres s'acheminent rapidement vers la vaccination de toute leur population dans les prochains mois ».

Julia Ndeko avec AFP

Le Kenya lance sa campagne de vaccination

Le Kenya a lancé vendredi sa campagne de vaccination contre le coronavirus tandis que de premiers lots de vaccins sont également déployés dans plusieurs autres pays d'Afrique de l'Est.

Au Kenya, le directeur général du ministère de la Santé, Patrick Amoth, a été le premier à recevoir le vaccin à l'hôpital national Kenyatta dans la capitale Nairobi. « Je suis très content d'avoir reçu le vaccin et j'exhorte les autres agents de santé à ne pas avoir peur. Le vaccin est sûr », a-t-il déclaré. Les personnels de l'unité de soins intensifs de l'établissement ainsi que des internes en médecine ont suivi.

Dans le cadre de l'initiative Covax, créé par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour permettre aux pays les plus démunis d'avoir accès aux vaccins, le pays a reçu mercredi un peu plus d'un million de doses du vaccin Oxford-AstraZeneca fabriquées par le Serum Institute of India. La première phase de vaccination, qui durera jusqu'à juin, vise d'abord 400.000 agents de santé, suivront d'autres fonctionnaires considérés comme prioritaires, tels les policiers et les enseignants. De juillet prochain à juin 2022, la campagne ciblera les personnes à haut risque de décès ou de maladie, avant une phase finale, prévue jusqu'à juillet 2023, qui ouvrira la vaccination au reste de la population. Le Kenya a enregistré 107.000 cas et 1.870 décès dus au coronavirus.

Le Rwanda a également lancé vendredi sa campagne de vaccination, après un premier déploiement en février d'un millier de doses du vaccin Moderna à destination d'agents de santé. Premier pays africain à recevoir le vaccin Pfizer-BioNTech, avec environ 100.000 doses livrées dans le cadre de l'initiative Covax, le pays a aussi reçu 240.000 doses du vaccin AstraZeneca. Le Rwanda, qui compte 12 millions d'habitants, prévoit de vacciner 30% de sa population cette année et 60% d'ici fin 2022. De son côté, l'Ouganda a reçu vendredi une livraison de 864.000 doses de vaccin AstraZeneca et commencera à les distribuer le 10 mars.

En Afrique de l'Ouest, le Mali a réceptionné vendredi son premier lot de vaccins dans le cadre du dispositif Covax. Un lot de 396.000 doses du vaccin anglo-suédois AstraZeneca a été réceptionné à l'aéroport de Bamako par le Président de la transition, Bah Ndaw, en présence notamment de représentants de l'OMS et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef). Le Mali a officiellement recensé 8.470 cas de coronavirus, dont 357 décès. Fin janvier, le gouvernement avait indiqué vouloir acquérir 8,4 millions de doses dans le cadre de l'initiative Covax.

Et puis le Cameroun va recevoir « à brève échéance » plus d'un million de doses de vaccins anti-Covid 19, a annoncé vendredi, sans donner de date, le Premier ministre, en faisant état d'une détérioration de la situation épidémiologique dans le pays, l'un des plus touchés en Afrique.

JN/AFP

REPERES

Le Canada autorise Johnson & Johnson. Le gouvernement canadien a annoncé vendredi avoir autorisé un quatrième vaccin anti-covid, celui du laboratoire américain Johnson & Johnson. Le Canada a commandé jusqu'à 38 millions de doses de ce vaccin, qui est le premier à dose unique parmi ceux homologués contre ce virus dans le pays.

Sages-femmes et pharmaciens autorisés à vacciner. En France, pharmaciens et sages-femmes sont désormais autorisés à prescrire et injecter les vaccins, de même que les infirmiers qui peuvent à présent vacciner sans qu'un médecin soit systématiquement présent. Les résidents des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) vont pouvoir sortir s'ils sont vaccinés.

Création d'emploi aux Etats-Unis. Les créations d'emplois aux États-Unis ont bondi en février, en très grande majorité dans les bars et restaurants grâce à l'assouplissement des restrictions d'activité et par anticipation du mini boom économique attendu au printemps.

Retards de livraison en Europe des vaccins AstraZeneca. Dans un entretien vendredi avec le ministre australien du Commerce Dan Tehan, le vice-président de la Commission européenne, Valdis Dombrovskis, a insisté sur « les insuffisances systématiques » des livraisons d'AstraZeneca aux Vingt-Sept. Le groupe suédo-britannique a annoncé ne pouvoir livrer au premier trimestre aux Européens qu'un tiers des 120 millions de doses initialement promises.

Plus de 2,5 millions de morts. La pandémie a fait au moins 2,57 millions de morts dans le monde. Les Etats-Unis sont le pays le plus lourdement endeuillé avec 520.356 décès. Ils sont suivis par le Brésil (260.970), le Mexique (188.866), l'Inde (157.548) et le Royaume-Uni (124.025).



Dans un souci constant de qualité, de transparence et de satisfaction complète de ses clients, Toyota organise une campagne de rappel concernant les AIRBAGS passagers ou conducteurs de certains modèles de la marque.

CAMPAGNE SECURITAIRE TOYOTA



RAV4 de 2003-2005 YARIS de 2006-2013 HILUX de 2005-2015 COROLLA de 2003-2006 FORTUNER de 2005-2015 AVENSIS de 2003-2008



Pour vérifier si votre véhicule est concerné, rendez-vous sur www.toyota.cg ou contactez-nous par téléphone au 05 550 63 63.

Cette intervention est entièrement gratuite pour tous les détenteurs d'un véhicule TOYOTA.

Pointe-Noire :
13 rue côte matève, BP 1110

Brazzaville :
Bld Denis Sassou Nguesso - M'Pila, BP 247

www.toyota.cg



8 MARS

L'entrepreneuriat de la diaspora au féminin avec Brenda Thandi Mbatha

Un parcours dans les affaires dès son jeune âge, une détermination à faire bouger les lignes du patronat, Brenda Thandi Mbatha incarne aujourd'hui le symbole des femmes africaines de la diaspora à vouloir entreprendre tous azimuts entre l'Europe et l'Afrique.

Pour cette entrepreneure armée d'une audace et d'un esprit de business poussé, c'est le cheminement d'un parcours dans les affaires dès son jeune âge depuis l'âge de 16 ans. A cet âge, elle crée sa première entreprise après s'être retrouvée à l'étranger sans ses parents.

Par la suite, sans se fixer de limites, s'enchaînent des prémices de créations d'entreprises depuis l'Europe où elle décide de s'installer, tout d'abord en France, en Belgique, puis jusqu'à devenir la propriétaire unique et la présidente directeur général de sa compagnie qui offre des services variant entre la vente en gros, de détail, tant en commerce



: Photo de groupe à l'une des rencontres d'affaires en France animées par un personnel cosmopolite/Crédit photo : Hady Photo

général qu'alimentaire et dans l'immobilier locatif.

Pour ses actions entrepreneuriales, elle reçoit en

2018 le trophée de l'année par le Groupement International des Femmes Actives le GIFA d'OR.

En parallèle, elle participe également dans la conduite des actions humanitaires en soutenant les orphelins.

A Bondy près de Paris, elle met en place un dispositif dans l'événementiel pour encourager les jeunes filles à entreprendre et créer leurs propres activités.

A l'approche du 8 mars, journée internationale des droits de la femme: «j'adresse un vibrant appel aux jeunes filles car j'ai été moi-même incitée à entreprendre grâce à l'une des tribunes du 8 mars dédiée aux femmes pour leur intégration au développement à l'âge de 16 ans au Congo Brazzaville».

En conclusion, « N'ayez pas peur de vous lancer dans l'entrepreneuriat ! », profère l'entrepreneure Brenda Thandi Mbatha.

Marie Alfred Ngoma

GRANDE MURAILLE VERTE/COVID-19

La Banque mondiale prévoit d'investir 5 milliards de dollars dédiés aux zones arides

La Banque mondiale (BM) va investir plus de 5 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années pour contribuer à restaurer les paysages dégradés, améliorer la productivité agricole et renforcer les moyens de subsistance dans 11 pays d'Afrique allant du Sénégal à Djibouti.

« Cet investissement, qui intervient à un moment crucial, permettra d'améliorer les moyens de subsistance dans des pays qui se relèvent de la COVID-19 tout en étant confrontés aux conséquences des pertes subies par la biodiversité et du changement climatique sur leurs populations et leurs économies », a souligné le président de la BM, David Malpass. Il s'agit d'une enveloppe de plus de 5 milliards de dollars pour soutenir l'agriculture, la biodiversité, le développement communautaire, la sécurité alimentaire, la restauration des paysages, la création d'emplois, la construction d'infrastructures résilientes, la mobilité rurale et l'accès aux énergies renouvelables dans 11 pays du Sahel, de la région du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique.

Un grand nombre de ces activités sont dans le droit fil de l'initiative de la Grande muraille verte. Elles s'inscrivent dans le prolongement des investissements entrepris depuis 8 ans par la BM dans ces pays, au profit de plus de 19 millions d'habitants et de l'aménagement de 1,6 million d'hectares pour une gestion durable des terres. « La restauration des écosystèmes naturels dans les zones arides d'Afrique profite à la fois aux populations et à la planète », a affirmé le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat.

En collaboration avec plusieurs partenaires, le dispositif Progreen, un fonds fiduciaire de la BM destiné à intensifier les efforts déployés par les pays pour enrayer la dégradation des terres, investira par ailleurs 14,5 millions de dollars dans 5 pays du Sahel (Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie et Tchad). La BM est le plus grand bailleur de fonds multilatéral pour les investissements climatiques dans les pays en développement. En décembre 2020, la BM a pris un nouvel engagement ambitieux : 35 % en moyenne de ses financements des cinq prochaines années devront avoir des retombées positives pour le climat.

Noël Ndong

FAO

45 pays auront besoin d'aide alimentaire en 2021

Si les premières estimations concernant la production de blé en 2021 sont optimistes, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime que 45 pays, dont 34 en Afrique, auront besoin d'une aide alimentaire extérieure.

D'après le rapport de cette organisation onusienne basée à Rome, le continent africain reste le plus menacé, avec plus des deux tiers de la liste des 45 pays concernés, à savoir le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, le Cameroun, le Congo, Djibouti, l'Érythrée, l'Eswatini, l'Éthiopie, la Guinée, le Kenya, le Lesotho, le Libéria, la Libye, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigéria, l'Ouganda, la Centrafrique, la République démocratique du Congo, la Tanzanie, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Soudan du Sud, le Tchad, la Zambie et le Zimbabwe. Dans les Amériques, seuls Haïti et le Venezuela auraient besoin de cette aide extérieure. En Asie et au Moyen-Orient, l'Afghanistan, le Bangladesh, l'Iraq, le Liban, le Myanmar, le Pakistan, la Syrie, la République populaire démocratique de Corée et le Yémen sont concernés.

S'agissant du Yémen, le rapport de la FAO pointe du doigt l'impact des conflits, de la pauvreté, des inondations et des prix élevés des denrées alimentaires. Entre janvier et juin 2021, le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire devrait augmenter de près de 3 millions pour atteindre 16,2 millions de personnes.

En Afrique, sur la trentaine de pays concernés, le rapport s'est penché sur la situation en Éthiopie où environ 13 millions de personnes seront en situation de grave insécurité alimentaire au cours du premier semestre de cette année. Les principaux facteurs sont : les pertes localisées de récoltes et de pâturages dues aux infestations de criquets, les prix élevés des denrées alimentaires ainsi que l'impact négatif de la pandémie de Covid-19 sur les revenus et les prix des denrées alimentaires.

Dans l'Ouest du continent, bien que la situation sécuritaire se soit améliorée dans certaines parties des régions du Liptako

Gourma et du Lac Tchad depuis la fin de 2020, les effets des conflits devraient continuer à miner les capacités de production des agriculteurs et, par conséquent, réduire la production en 2021 dans ces régions.

Mais la situation alimentaire peut être également préoccupante, même pour des pays épargnés par les conflits. Au total, les besoins totaux d'importation de céréales de 51 pays à faible revenu et à déficit vivrier devraient atteindre 74 millions de tonnes pour l'année de commercialisation 2020-2021. Pourtant, les augmentations les plus importantes étant à mettre sur le compte des sous-régions de l'Extrême-Orient et de l'Afrique de l'Ouest.

Une production record de blé en 2021

D'après les estimations parues le 4 mars dans les « Perspectives de récoltes et situation alimentaire », la production céréalière totale des 51 pays a augmenté de 3% en 2020 par rapport à l'année précédente. Elle s'est établie à plus de 502 millions de tonnes, la reprise en Afrique australe et au Proche-Orient ayant contrebalancé un recul en Afrique centrale.

D'après les premières estimations de la FAO, la production mondiale de blé devrait ainsi augmenter et atteindre un nouveau record en 2021, à savoir 780 millions de tonnes. La reprise attendue de la production dans l'Union européenne a fait plus que compenser les perspectives de production assombries par les conditions météorologiques en Russie.

La production de maïs en Afrique du Sud devrait atteindre des niveaux quasi record en 2021, tandis que la FAO prévoit une production largement supérieure à la moyenne en Amérique du Sud.

En 2020-2021, l'organisation onusienne prévoit notamment une croissance annuelle de 2,0% de l'utilisation mondiale de blé, qui devrait atteindre 2,766 milliards

de tonnes. Il s'agit d'une hausse de 5,5% des échanges mondiaux de céréales, qui devraient représenter 464 millions de tonnes. La FAO s'attend aussi à ce que les stocks mondiaux de riz et de blé grossissent, tandis que ceux des céréales secondaires devraient diminuer.

Des produits alimentaires en hausse Par ailleurs, les données de la FAO montrent une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires, qui ont progressé pour le neuvième mois consécutif en février, avec le sucre et les huiles végétales en tête. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est établi en moyenne à 116,0 points en février, soit 2,4% de plus que le mois précédent et 26,5% de plus qu'en février 2020.

Le prix du sucre a augmenté de 6,4% par rapport au mois de janvier. Les baisses de la production dans les principaux pays producteurs et la forte demande à l'importation en Asie faisant toujours craindre un resserrement de l'offre mondiale.

Le prix des huiles végétales a gagné 6,2% et atteint son plus haut niveau depuis avril 2012. Les cours des huiles de palme, de soja, de colza et de tournesol ont tous augmenté. De leur côté, le prix des produits laitiers a progressé de 1,7%.

L'indice FAO des prix des céréales a augmenté de 1,2% en moyenne par rapport au mois de janvier. Les prix du sorgho ont connu une hausse de 17,4% sur le mois, portés par une forte demande en Chine. Les cours internationaux du maïs, du blé et du riz sont restés stables ou ont légèrement augmenté. L'indice FAO des prix de la viande a progressé de 0,6%, une hausse due à la contraction de l'offre de viande bovine et ovine dans les principales régions productrices. En revanche, les prix de la viande porcine ont chuté en raison du recul des achats de la Chine et la hausse du nombre de porcs invendus en Allemagne.

Josiane Mambou Loukoula

JUSTICE

Kalev Mutond à nouveau visé par un mandat de comparution

L'ex-patron des services des renseignements congolais, poursuivi pour tortures physiques et morales, arrestations arbitraires, détentions illégales, menaces de mort, selon des plaintes déposées contre lui devant la justice, y serait contraint s'il ne se présente pas à cette deuxième convocation.

L'ancien administrateur général de l'Agence nationale des renseignements (ANR), Kalev Mutond, est de nouveau invité à comparaître, le 9 mars, au Parquet général près la Cour d'appel Kinshasa/Matete. Le mandat de comparution délivré contre lui indique que l'ex-patron des services de renseignements congolais est convoqué pour être entendu sur des faits infractionnels lui imputés. Ce document précise également qu'à défaut de se présenter, Kalev Mutond y sera forcé conformément à la loi. « ... lui faisons savoir que faute de ce faire, il lui sera contraint conformément à la loi », peut-on lire dans ce document signé par l'avocat général et officier du ministère public, Robert Kumbu Phanzu.

Une deuxième convoca-



Kalev Mutond

tion pour Kalev

Il est rappelé que c'est pour la deuxième fois que l'ancien patron de l'ANR est convoqué à

comparaître. Convoqué, pour la première fois, pour le 18 février, au Parquet général près la Cour de Kinshasa/Gombe,

Kalev Mutond a joué aux abonnés absents. L'ex-patron des renseignements congolais avait tout simplement rejeté

ce mandat de comparution, arguant qu'il n'avait pas été saisi de manière formelle. Alors que des sources judiciaires renseignaient qu'une convocation avait été déposée en bonne et due forme dans sa résidence.

Le procureur général près la cour d'appel avait, quant à lui, écrit à l'actuel administrateur de ce service, en vue de son autorisation préalable avant d'engager des poursuites contre son prédécesseur. Il est indiqué que ce dernier l'a autorisé. Plusieurs plaintes seraient déposées à la justice contre Kalev Mutond notamment pour tortures physiques et morales, arrestations arbitraires, détentions illégales, menaces de mort. Parmi les plaignants, il y a entre autres le Congolais Jean-Claude Muyambo.

Lucien Dianzenza

Le HCR relocalise des réfugiés centrafricains vers des lieux sûrs

Le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR) et la Commission nationale congolaise vont préparer quatre sites de relocalisation pour accueillir environ trente-cinq mille réfugiés qui vivront aux côtés des communautés locales.

Une fois relocalisés dans leurs sites, ces réfugiés cultiveront, fréquenteront les écoles locales et bénéficieront d'autres services essentiels destinés à leurs hôtes congolais. L'installation des réfugiés dans les communautés locales leur permettra de vivre avec dignité et une indépendance accrue. La relocalisation des réfugiés centrafricains leur permettra de vivre dans des sites plus sûrs et éloignés des régions frontalières reculées et instables en RDC. Pour améliorer les conditions de vie de ces réfugiés, le HCR et la Commission nationale congolaise pour les réfugiés ont signé des accords et construisent un site d'une capacité d'accueil de dix mille réfugiés à Modale, un village situé près de Yakoma dans la province du Nord-Ubangi.

Un second site est actuellement envisagé aux environs de Ndu, dans la province du Bas-Uele, en attente de l'approbation du gouvernement. Des travaux sont en cours pour identifier deux sites supplémentaires où un plus grand nombre de ces réfugiés pourront être transférés.

Dans le site de Modale, le HCR établit de nouvelles installations pour la distribution d'eau et l'assainissement et prévoit d'accroître les infrastructures de santé et de l'éducation. Les localités sélectionnées disposent déjà de services administratifs et judiciaires, de neuf écoles primaires, d'une école secondaire et d'un dispensaire. Cette

agence onusienne renforce des services et infrastructures existants qui seraient confrontés à des difficultés face à une hausse soudaine du nombre de nouveaux arrivants.

Risque élevé des épidémies

Des besoins en matière de soins de santé sont aigus. Des équipes conjointes des agences des Nations unies, d'ONG et de la division provinciale de la santé pour l'évaluation sanitaire ont signalé un risque élevé d'épidémie majeure de rougeole dans les zones d'accueil des réfugiés dans le Nord-Ubangi. Des cas suspects ont déjà été signalés dans les communautés d'accueil. L'équipe d'évaluation a recommandé une campagne de vaccination urgente, car moins de 30% des enfants des réfugiés sont vaccinés. D'autres mesures pour lutter contre la pandémie de Covid-19 sont également nécessaires.

Les besoins de milliers de réfugiés centrafricains continuent d'augmenter, ainsi que les besoins en financements. Les fonds destinés à la réponse humanitaire du HCR sont extrêmement limités et soumis à une forte pression, en raison des besoins des réfugiés et des communautés d'accueil. Le HCR lance un appel de cent soixante-quatre millions de dollars pour des prestations vitales en matière de protection et d'assistance aux Centrafricains déplacés.

Blandine Lusimana

FERMETURE D'UNE RADIO À GEMENA

Olpa interpelle le Csac

L'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa) exhorte les animateurs du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de la communication (Csac) à s'impliquer activement en vue d'obtenir la reprise inconditionnelle des émissions de la Radio Liberté Gemena (Ralig), station privée émettant à Gemena, dans la province du sud-Ubangi.

LONG de promotion et de la défense de la liberté d'information a ainsi interpellé l'instance publique de régulation des médias, dans une lettre du 5 mars 2021 adressée à son bureau avec copies au Premier ministre, au vice-Premier ministre, au ministre de l'Intérieur, de la Sécurité et des Affaires coutumières ainsi qu'au gouverneur de la province du sud-Ubangi.

Dans cette correspondance signée par son secrétaire exécutif Kabongo Mbuyi Alain, l'Olpa a dit solliciter l'intervention personnelle et urgente des membres du bureau du Csac, en tant que responsable de l'institution publique de régulation des médias, en vue d'obtenir l'annulation pure et simple de la décision du ministre provincial chargé de la Communication et Médias de la province du Sud-Ubangi, Jobe Lungu Homelema, suspendant à titre conservatoire la Ralig.

Cette organisation rappelle, en effet, que dans son arrêté n°220/CAB/0010/MINPRO/EDUC/JSL/INC/COM-MED/C&A/LHJ/S-UB/2021 du 1er mars 2021, le ministre provincial Jobe Lungu Homelema a suspendu à titre conservatoire, d'émission et de diffusion la Ralig, sur toute l'étendue de la province du sud-Ubangi avec effet immédiat. L'olpa fait savoir que cette mesure est consécutive à la diffusion des émissions intitulées « À vous la parole » et « Cri des opprimés », sur les antennes de ce média qui, selon le ministre, les animateurs et leurs invités se seraient livrés sans

retenue aux injures et à des imputations dommageables à l'endroit des particuliers, des institutions et des autorités légalement établies frisant ainsi la démagogie et la désinformation à dessein de nuire.

L'ONG indique également que le chef de division provinciale de la Communication et des Médias, Alphonse Wasso, qui s'est chargé de notifier cet arrêté par voie d'huisier de la Cour d'appel du sud-Ubangi, le 2 mars, a intimé l'ordre au directeur de la station de « cesser immédiatement toute diffusion et d'attendre l'issue des enquêtes ». Et d'ajouter que le non-respect de cette décision amènera la Division provinciale à prendre d'autres sanctions sévères. L'Olpa regrette, par ailleurs, qu'aucune suite n'ait été réservée au recours gracieux du directeur de la Ralig, Junior Ambeke Likela, introduit en date du 4 mars.

la décision énerve les dispositions légales. Se référant à ces faits, cette organisation pense qu'il y a lieu de considérer que la décision du ministre provincial de la Communication et des Médias du sud-Ubangi est entachée de plusieurs irrégularités et énerve non seulement les dispositions de l'article 212 de la Constitution, mais aussi de la loi organique du 10 janvier 2011 portant composition, attribution et fonctionnement du Csac, qui reconnaissent son bureau, le seul pouvoir de prendre des mesures conservatoires à l'encontre des médias.

L.D.

IRAK

Le pape et l'ayatollah chiite Sistani s'engagent pour la paix

Le pape François avait dit venir en Irak en «pèlerin de paix». En retour, le grand ayatollah chiite Ali Sistani lui a fait part samedi de son engagement pour la «paix» et la «sécurité» des chrétiens d'Irak.

Après sa rencontre au sommet dans la ville sainte chiite de Najaf, le pape a entamé le point d'orgue spirituel de son voyage : le pèlerinage à Ur, ville natale d'Abraham dans le sud de l'Irak, pour prier en faveur de la «liberté» et l'«unité», afin de mettre fin aux guerres et au «terrorisme».

C'est là déjà, dans la plaine désertique où est né le père des monothéismes que Jean-Paul II voulait venir en 2000, avant d'en être empêché par Saddam Hussein. François, connu pour ses mains tendues tous azimuts aux autres religions, y a ajouté sa touche : il a tenu à prier avec des dignitaires yazidis -- petite minorité d'Irak martyrisée par les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) -- mais aussi sabéens ou zoroastriens -- communautés multimillénaires dans le pays -- et musulmans, chiïtes et sunnites.

«Paix» pour les chrétiens d'Irak

Avant cela, le chef des 1,3 milliard de catholiques du monde s'est entretenu pendant près d'une heure avec le grand ayatollah Ali Sistani, référence religieuse de la plupart des 200 millions de chiïtes d'Irak et d'ailleurs.

A l'issue de ce huis-clos, l'une des rencontres religieuses les plus importantes de l'histoire, le grand ayatollah Sistani a dit au pape être engagé pour garantir la «paix», la «sécurité» et «tous les droits constitutionnels» aux chrétiens d'Irak.

La communauté chrétienne du pays, l'une des plus anciennes au monde, s'est réduite comme peau de chagrin depuis 20 ans. Elle est passée de 1,5 million de



Visite du Pape François en Irak

membres à quelque 400.000, sous les coups des violences et de la pauvreté, endémique dans le pays.

Régulièrement, les chrétiens se plaignent de ne pas être soutenus par l'Etat face à des miliciens ou des politiciens qui s'accaparent de leurs maisons ou leurs terres et assurent avoir moins d'accès à l'emploi que les autres.

Au-delà du cas des chrétiens, au deuxième jour de son voyage en Irak, le premier de l'histoire pour un pape, François est revenu longuement sur les guerres qui n'ont cessé de déchirer l'ensemble

du pays depuis 40 ans -- et le Moyen-Orient.

Le «terrorisme trahit la religion» - «Hostilité, extrémisme et violence (...) sont des trahisons de la religion. Et nous, croyants, nous ne pouvons pas nous taire lorsque le terrorisme abuse de la religion», a-t-il lancé, alors qu'en 2014, le groupe Etat islamique (EI) s'emparait d'un tiers de l'Irak.

Les pires atrocités ont été commises à l'encontre des Yazidis, a rappelé dès vendredi François. Les jihadistes ont tué

des milliers d'hommes yazidis, enrôlé de force les enfants et réduit à l'esclavage sexuel des milliers de femmes. Pour l'ONU, cela pourrait constituer «un génocide».

En outre, plus de 6.400 Yazidis ont été enlevés par l'EI, dont la moitié sont toujours introuvables. A Ur, le pape a dit prier pour «qu'ils puissent vite revenir chez eux».

LEI a également fait des ravages en Syrie voisine, ce que le pape n'a cessé d'évoquer dans ses discours depuis vendredi.

«Syrie martyrisée»

Il faut «cheminer du conflit à l'unité» dans «tout le Moyen-Orient» et «en particulier en Syrie, martyrisée», a-t-il de nouveau plaidé samedi.

La veille, lors d'une allocution aux autorités à Bagdad, le pape avait déjà mentionné la Syrie, où une révolte populaire a dégénéré en guerre totale il y a tout juste 10 ans. Malgré plus de 387.000 morts, les pourparlers menés sous l'égide de l'ONU n'ont jusqu'ici abouti à aucune avancée.

Et, comme il l'avait déjà fait au Maroc, autre pays musulman où il avait tenu à se rendre, le pape de 84 ans a plaidé pour «la liberté de conscience et la liberté religieuse».

Elles doivent être «respectées et reconnues partout» car elles sont «des droits fondamentaux», a-t-il dit.

La liberté de conscience, consiste à pouvoir croire ou ne pas croire, mais aussi avoir le droit de se convertir librement. La liberté religieuse, un terme plus général, comprend notamment la liberté d'exercer son culte sans entraves.

Le pape poursuivra ensuite son voyage -- sous haute protection et en confinement total du fait de la pandémie -- avec une messe dans une église de Bagdad, sa première rencontre avec les fidèles catholiques d'Irak et de loin ce qu'il préfère.

Dans le quartier central de Karrada où se trouve l'église Saint Joseph, des blocs de béton barrent déjà les rues et les forces spéciales sont déployées.

© Agence France-Presse

HUMEUR

Parlons de l'oisiveté des jeunes

Plus les jeunes sont oisifs, plus ils se livrent aux actes inciviques de toute nature. D'où la nécessité de combattre cette oisiveté juvénile. Entre autres pistes pour arriver à bout de ce phénomène qui tend à devenir une épine sous le pied des pouvoirs publics, ce serait la création des centres d'apprentissage de métiers divers pour leur rapide insertion socio-professionnelle.

Il n'est pas rare de remarquer que parmi les jeunes aux actes inadmissibles et reprochables que la police appréhende souvent, nombreux sont ceux qui sont oisifs. Ils se livrent sans retenue à la dépendance et à la grande délinquance sous toutes ses formes.

Et même si ces jeunes ne tombent pas dans les actes que nous avons susmentionnés, ils pourraient par conséquent embrasser à long terme des journées d'autres actes qu'eux-mêmes appellent des « jeux de perte de temps », notamment des jeux de ngola, de ludo, de dame, de poker et même à la sexualité non protégée. En se livrant à ces jeux, ils ne mesurent pas l'ampleur de leur irresponsabilité. « Comme nous n'avons pas autre chose à faire, nous n'avons que cela comme refuge social », disent-ils.

A dire vrai, ce sont des occupations saines du genre formation qualifiante des jeunes, apprentissage direct des métiers, fréquentations des centres culturels, investir dans des initiatives créatives d'emplois pour des jeunes déçus, l'ouverture dans des quartiers populaires et dans des communautés urbaines des ateliers de couture, de menuiserie, de coiffure, de mécanique, de cordonnerie, de conduite, de plomberie et autres. Encore que, si des jeunes sont oisifs, ils sont facilement cooptés par certains malintentionnés pour des actes condamnables. D'où l'un des objectifs de la journée internationale de la jeunesse, qui se célèbre chaque mois d'août, est l'encadrement sain des jeunes pour barrer la voie à toute velléité qui les conduirait à des actes inciviques.

Etant donné que l'oisiveté est la mère de tous les vices, combattons la vivement par l'ouverture ici et là des centres d'apprentissage des métiers. Ce sont des moyens efficaces pour sortir les jeunes de l'oisiveté.

Faustin Akono

PARUTION

Destin Jésus Sondzo-Owomeke présente son ouvrage « Introduction à la diaspora congolaise »

La présentation et dédicace de cet essai de cent-soixante-dix pages publié aux éditions Okiera, a eu lieu à Brazzaville devant la crème d'intellectuels congolais, agents du ministère des Affaires étrangères et des Congolais de l'étranger, ainsi que des amoureux de la littérature.

Dans cet ouvrage structuré en deux parties et plusieurs chapitres, l'auteur aborde avec sagacité la problématique de l'intégration et de la réintégration sociale des Congolais de l'étranger. Destin Jésus Sondzo-Owomeke va jusqu'à faire une esquisse de palette de propositions pour associer la diaspora aux problématiques de développement du Congo. Une diaspora qui, d'après lui, doit maintenir le lien avec la patrie mère et envisager son retour pour certaines compétences pouvant booster le développement du pays.

Pour l'auteur, à l'instar d'autres communautés africaines, la diaspora brazzavilloise se sent plus que prête à voguer sur cette vague de changement au détriment des conditions de vie actuelles. Résident en Belgique depuis 2006 Destin Jésus Sondzo crée la passerelle entre le Congo et sa diaspora. « La logique des écrivains est d'observer les situations de la société. C'est ce que j'ai fait en observant la situation de la société diasporique congolaise dans le souci d'établir une relation entre le Congo et sa diaspora et de proposer des pistes pour préparer leur retour. Parce qu'il y a un manque de communication », a déclaré l'auteur.

En effet, pour lui, le travail qu'il présente n'est qu'une ébauche introductive d'une analyse plus pro-



Destin Jésus Sondzo dédicant son ouvrage Adiac

fonde. Pour connaître les Congolais de l'étranger, il faut aller vers eux, personnellement, du fait du manque de structures leur permettant de se retrouver. Aller vers des individus qui sont éparpillés dans un pays qui n'est pas le leur, est un travail très difficile, a-t-il souligné. Auparavant, Itoua Ndinga, enseignant, critique littéraire, éditeur, directeur des éditions Okiera, a fait savoir qu'il y a des textes qui font rêver, des mots qui parlent mais aussi qui raisonnent, des phrases qui interpellent et empêchent d'avoir sommeil... Ainsi, le texte de Destin Jésus Sondzo lui avait parlé, lui avait arraché de soi-même. Il avait compris quelque chose mais aussi admiré le courage de l'auteur quant à la densité de la problématique qu'il soulevait. Parce que

pour traiter des questions liées à la diaspora, il faut s'armer de courage. L'écrivaine Emma Mireille Opa-Elion a souligné que dans cet ouvrage, chacun va se retrouver. « Ce livre motive ceux qui ont quitté le pays depuis les années à revenir.

Notons que le titre de cet ouvrage a servi de thème de doctorat en 2014 à Destin Jésus Sondzo amoureux de la lecture et du travail de l'esprit. Détenteur d'un baccalauréat en lettre et d'un doctorat en gestion de communication, Destin Jésus Sondzo, réside en Belgique. Il y est installé depuis 2006, où il poursuit ses études avec brio tout en encadrant le collectif des étudiants et stagiaires congolais dont il est le fondateur. Cet ouvrage est vendu à 20 Euros soit environ 13 000 FCFA.

Bruno Okokana

PRÉSIDENTIELLE 2021

Denis Sassou N'Guesso entend mettre son expérience au service de la jeunesse

A Pointe-Noire, le président sortant a présenté à ses partisans un nouveau projet de société en neuf points.



Le président sortant, Denis Sassou N'Guesso, a lancé sa campagne à Pointe-Noire le vendredi 5 mars (Adiac)

À l'ouverture officielle de sa campagne électorale, le 5 mars, à Pointe-Noire, le candidat Denis Sassou N'Guesso a pris un certain nombre d'engagements dont celui d'accorder plus d'attention à la formation et à l'emploi des jeunes.

A ce titre, il a promis la construction d'une université dans la capitale économique et la poursuite de la mise en oeuvre des projets de la Zone économique spéciale de Pointe-Noire.

Le tout premier chantier de cette ZES est la raffinerie dont il a lancé les travaux au mois de février. Reconnaisant que «*La marche vers le développement*», son projet de société lors du scrutin présidentiel de 2016, a été contrarié par la

crise économique et sanitaire, le président sortant a présenté à ses partisans un nouveau programme en neuf points intitulé «*Ensemble, poursuivons la marche vers le développement*».

Parmi les grands axes de son programme, figure la promotion de l'agriculture à l'échelle nationale. Denis Sassou N'Guesso est ainsi revenu à plusieurs reprises sur la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en matière de denrées alimentaires qui devra être corrigée car le Congo importe chaque année plus de 700 milliards de francs CFA de produits alimentaires.

Comme l'ont déclaré tour à tour au cours de ce meeting les représentants des jeunes, des femmes, des personnes

vivant avec un handicap, ainsi que son directeur national de campagne, Pierre Moussa, les nombreux défis auxquels le Congo fait face aujourd'hui appellent pour cette élection à miser sur un homme doté d'une grande expérience des affaires publiques.

Un atout pour le candidat de la majorité présidentielle, convaincu au regard de la grande mobilisation observée à Pointe-Noire qu'il n'y a pas de doute, le 21 mars il infligera à ses adversaires «*un coup KO*». La balle est dans le camp de ses équipes locales de campagne qui ont pour mission de tenir les électeurs en éveil jusqu'au jour du vote.

Gankama N'Siah

COVID-19

Un protocole sanitaire à observer en période électorale

Tenant compte des mesures préventives susceptibles fixées par la Coordination nationale de gestion de la pandémie de Covid-19, le ministère en charge de la Santé a défini un protocole sanitaire à respecter par les candidats et militants, pendant les opérations électorales allant de la campagne au vote.

«*En conformité avec les principes généraux de prévention de la Covid-19, de protection et de promotion de la santé, les responsables politiques et les populations qui participeront aux opérations électorales sont tenus d'observer les mesures sanitaires*», souligne le protocole signé par la ministre de la Santé, de la Population, de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Jacqueline Lydia Mikolo.

Prévenir la contamination

Il est question, à ce sujet, de veiller au port obligatoire et conforme du masque de protection pour tout participant à un rassemblement à caractère politique. Les organisateurs des rassemblements sont priés de mettre à la disposition des participants des dispositifs de lavage des mains : cubitainer ou solutions hydro-alcooliques...

Messages de campagne

Le protocole sanitaire appelle à intégrer dans les discours de campagne les mesures barrières ; D'afficher dans les lieux de rassemblement les supports de communication sur la prévention contre la Covid-19 : distanciation physique, hygiène des mains, port obligatoire et conforme de masque...

Hygiène et distanciation physique

La désinfection des moyens de transport en commun utilisés pendant les opérations pré-électorales et électorales est inscrite dans le protocole. Organiser les rassemblements dans les espaces ouverts en écourtant leur durée ; Nettoyer régulièrement les instruments de communication : microphone, magnétophone... font partie des mesures édictées par ledit protocole.

Par ailleurs, les contrôles sanitaires et sécuritaires aux points d'entrée et de sortie des départements de Brazzaville et de Pointe-Noire doivent être renforcés. Les mesures de suivi des contacts au cas où un malade serait identifié parmi les participants à un rassemblement sont définies. L'exhortation est de rester chez soi en cas de symptômes évocateurs ou de suspicion de Covid-19.

«*Les cellules départementales de riposte contre la pandémie sont tenues d'accompagner les partis politiques et les candidats indépendants dans la mise en oeuvre de ce protocole*», conclut le document qui définit les mesures de prévention pendant les opérations électorales.

Rominique Makaya

RÉFLEXION

Sur le nouveau monde ...

Le nouveau monde dont il est ici question surgit des multiples changements qui se produisent sous nos yeux depuis trois décennies. Si l'on n'en connaît pas encore totalement les données réelles étant donné la complexité des équations stratégiques qui accompagnent son émergence, l'on peut dès à présent réfléchir aux effets qu'il aura à plus ou moins long terme sur la communauté humaine dans son ensemble. D'où cette réflexion qui est le fruit des simples observations de l'actualité quotidienne.

Contrairement aux apparences le point fondamental du changement qui s'opère sous nos yeux n'est pas le rééquilibrage des grandes puissances que provoquent sur la scène mondiale l'affirmation de la puissance de la Chine et de l'Inde, la renaissance de la Russie et l'affaiblissement sans doute provisoire du camp

occidental. Il résulte de l'accélération du phénomène dit de «*l'émergence*» qui place au cœur des mouvements en cours et à venir ce que l'on appelait le «*tiers-monde*» dans la deuxième moitié du siècle précédent.

Du fait de leur poids démographique, de leur richesse potentielle et de l'importance des ressources naturelles qu'ils détiennent, les pays de l'hémisphère sud, situés pour l'essentiel en Amérique latine et en Afrique, s'imposent lentement mais sûrement comme les véritables moteurs de l'économie mondiale. Certes, la plupart d'entre eux sont encore pauvres, surendettés, toujours surexploités par les puissants groupes industriels de l'hémisphère nord, mais leurs dirigeants n'ont pas d'autres politiques à suivre, si du moins ils veulent rester au pouvoir durablement, que d'accélérer les mécanismes qui permettront à leurs peuples de vivre mieux.

Le principal ressort du processus qui se met en place dans cette partie du monde est l'ouverture planétaire qu'ont générée tout au long des deux dernières décennies les avancées technologiques, tout spécialement dans le domaine de la communication. Il suffit, pour le comprendre et s'en convaincre, de regarder comment les nouvelles générations africaines et latino-américaines vivent désormais immergées dans l'univers informatique, communiquent instantanément entre elles, abolissent l'espace et le temps grâce aux téléphones portables et aux ordinateurs, nourrissent les réseaux sociaux, bref sont connectées instantanément et de façon permanente les unes aux autres.

Le deuxième ressort du processus d'émergence du nouveau monde dont il est ici question est certes plus discret, moins visible, mais il est tout aussi important : il s'agit de la prise de

conscience par les Etats et les gouvernants d'une même zone géographique de la nécessité de renforcer leurs liens, d'abaisser les barrières artificielles qui les séparent, de construire des communautés cohérentes et donc puissantes. Un mouvement qui s'accélère tout particulièrement en Afrique centrale, dont les effets positifs se font d'ores et déjà sentir dans tous les domaines et qui provoquera lui-même tôt ou tard une adaptation de la gouvernance mondiale aux nouvelles réalités de ce temps.

Le nouveau monde qui s'organise sous nos yeux sera dans les années et les décennies à venir le véritable moteur de la communauté mondiale. Mieux vaudrait pour les Etats-Unis et l'Union européenne le comprendre dès maintenant et en anticiper les conséquences comme le font tout spécialement la Chine et la Russie. L'enjeu est à tous égards gigantesque !

Jean-Paul Pigasse